

**Master in Advanced European  
and International Studies**

Mediterranean Studies



## Remerciements :

*«Chi lenga a l'ha, fin a Rōma và...»*

Il y a de nombreuses personnes que je voudrais atteindre avec ces mots, car souvent, par fierté ou timidité, ils n'ont pas été prononcés au bon moment. Je vais donc essayer maintenant, avec ce que me dicte mon cœur, d'exprimer la reconnaissance et l'affection que je ressens, avec la sensibilité qu'il est parfois permis à un homme qui aime se considérer comme un "dur".

Évidemment, un remerciement important va à ma famille qui m'a toujours soutenu, inspiré, et encouragé à continuer dans mon parcours de croissance personnelle et de formation, à la recherche d'un avenir où je pourrai atteindre la consécration définitive et le bonheur que je recherche depuis longtemps.

Merci également à mes amis fraternels de Boves, de Cuneo, de Venise, et dispersés à travers l'Italie et le monde, qui m'ont réconforté et aidé dans les moments les plus difficiles de cette expérience, se montrant toujours disponibles à mon égard et trouvant toujours les mots justes pour me motiver, me réconforter et me faire sourire.

Un remerciement particulier à Monsieur Vérez, directeur du cours des Études Méditerranéennes et superviseur de ce mémoire, pour la disponibilité qu'il a toujours montrée à tous et à moi en particulier, ainsi que pour l'intérêt et les conseils qu'il a apportés à mon travail de thèse et à mon expérience pendant le master, prenant le temps d'échanger avec moi et avec tous mes camarades, alternant hilarité et sérieux, mais toujours avec une grande efficacité.

Enfin, un immense merci aux 15 compagnons d'aventure que le destin (ou le CIFE, selon les croyances) a réunis pour composer cette joyeuse bande. Dans nos diversités, nos ambitions, nos dialogues, j'ai trouvé la motivation pour essayer de m'améliorer et j'ai compris l'importance de partager des expériences dans un environnement multiculturel. Mais pas seulement : les rires, les moments passés ensemble à travers la Méditerranée, les aventures sont ce qui restera indélébilement dans ma mémoire et dans ma personnalité,

et vers quoi je pourrai toujours regarder en arrière avec bonheur et ce soupçon de mélancolie qui fait comprendre que j'ai vraiment profité de cette expérience et que j'ai essayé de la vivre du mieux possible, en apprenant quelque chose de chaque situation qui s'est présentée à moi.

Merci donc à vous, Iman, Anastasia, Julia, Ursula, Céline, Sirin, Odi, Giada, Hannah, Juan, Mariangela, Clémence, Jessica, Elena, et Tahlia, pour ces mois partagés ensemble et le bonheur que vous avez apporté dans ma vie après des mois compliqués à la recherche d'une motivation et d'un avenir qui me semblait peu clair et difficile à atteindre.

Sachez que, où que vous soyez et à tout moment, vous trouverez en moi un ami prêt à écouter et à aider.

Vi voglio bene

## **Table des matières :**

<b>Remerciements .....</b>	<b>2</b>
<b>Table des matières .....</b>	<b>4</b>
<b>Liste des acronymes.....</b>	<b>5</b>
<b>Introduction.....</b>	<b>7</b>
<b>Chapitre I : Analyse de cinq paramètres économiques associés à la croissance .....</b>	<b>9</b>
1-La démographie.....	10
2-La croissance du PIB .....	14
3- Le déficit commercial et le taux de change .....	19
4-L'inflation.....	26
<b>Chapitre II : Analyse du critère stratégique/militaire de la Turquie .....</b>	<b>32</b>
1-La capacité des forces armées turques .....	33
2-Les rapports de force régionaux .....	41
3-Les partnerships stratégiques .....	47
<b>Chapitre III : La Turquie et les relations internationales : entre soft power et hard power .....</b>	<b>52</b>
1-L'évolution de la politique étrangère turque .....	54
2-Le Néo-Ottomanisme dans la politique étrangère turque, Ahmet Davutoğlu .....	57
3-Le poids de la Diaspora turque dans le monde .....	62
4-Un bilan entre soft et hard power et la participation aux tables des puissances émergentes .....	65
<b>Conclusion .....</b>	<b>68</b>
<b>Bibliographie .....</b>	<b>71</b>

## Liste des acronymes :

AKP : Adalet ve Kalkınma Partisi

ANAP : Anavatan Partisi

BM : Banque Mondial

CBRT : Banque Centrale de la République de Turquie

CHP : Cumhuriyet Halk Partisi

CIVETS : Colombie, Indonésie, Vietnam, Égypte, Turquie, Afrique du Sud

FMI : Fonde Monétaire International

GFP : Global Firepower

GMI : Global Military Index

INED : Institut National d'Études Démographiques

MKEK : Makina ve Kimya Endüstrisi Kurumu

MIST : Mexique, Indonésie, Corée du Sud, Turquie

OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Économiques

OMC : Organisation Mondiale du Commerce

OTAN : Organisation du Traité de l'Atlantique du Nord

OCI : Organisation pour la Coopération Islamique

OCS : Organisation pour la Coopération de Shanghai

OET : Organisation des États Turciques

ONU : Organisation des Nations Unies

PIB : Produit Intérieur Brut

PKK : Partîya Karkerên Kurdîstan

PYD : Partiya Yekîtiya Demokrat

QTCJFC : Qatar-Turkey Combined Joint Force Command

TAI : Turkish Aerospace Industries

TCMB : Turkiye Cumhuriyet Merkez Bankasi

TIKA : Türk İşbirliđi ve Koordinasyon Ajansı Başkanlıđının

TL : Livre Turque

TSK : Türk Silahlı Kuvvetleri

TUIK : Türkiye İstatistik Kurumu

US\$ : Dollar Américain

YPG : Yekîneyên Parastina Gel

YTB : Yurtdışı Türkler ve Akraba Topluluklar Başkanlıđı

€ : Euro

## **Introduction :**

Définir les caractéristiques et les critères utiles pour délimiter le processus d'émergence d'un pays est une tâche complexe qui nécessite l'analyse de nombreux facteurs dont les facteurs politiques, économiques et sociaux. La Turquie fait partie depuis des années du groupe des puissances émergentes, c'est-à-dire des pays qui, depuis les années 1980, ont fait preuve d'un dynamisme économique et démographique qui s'est traduit par une évolution positive des indices de croissance et des performances des marchés de capitaux par rapport à d'autres pays en développement.

Toutefois, il est essentiel d'éviter une approche exclusivement économique, réduisant le concept de pays émergent aux seuls paramètres économiques. Comme l'indique Jean-Claude Vérez dans son livre *Les enjeux majeurs du XXIe siècle* : « Les disciplines qui traitent de l'émergence ont des définitions qui leur sont propres. Nous privilégions l'économie, la géopolitique et les relations internationales. Pour les économistes, les questionnements ont d'abord concerné les marchés émergents, puis les pays émergents ou les économies émergentes... En géopolitique, les rivalités régionales, les enjeux militaires, la possession ou non de l'arme nucléaire, sont au cœur des débats tandis qu'en relations internationales, les interrogations majeures portent sur les acteurs de la diplomatie mondiale, sur l'influence des pays dans les institutions internationales, sur les règles du jeu et sur les processus d'ascension dans la hiérarchie du système international. »<sup>1</sup>

À la lumière de ces trois critères, la question à laquelle ce mémoire tentera de répondre sera la suivante : comment la Turquie satisfait-elle les critères définissant une puissance émergente au XXIe siècle, et quelles sont les dynamiques spécifiques qui influencent son évolution en tant qu'acteur clé dans le paysage géopolitique mondial ?

L'objectif de cette recherche est de mener une analyse approfondie de certains des éléments économiques et stratégiques qui peuvent être attribués aux trois critères indiqués

---

<sup>1</sup> Jean Claude Vérez, 2023, *Les enjeux majeurs du XXIe siècle*, p.231

par Vérez. Pour y parvenir, nous avons privilégié une approche méthodologique mixte, combinant une analyse quantitative et qualitative qui ont fait l'objet de nombreux rapports et documents officiels d'institutions nationales et internationales, ainsi qu'une étude approfondie de livres, d'articles et de sources provenant d'experts économiques et d'analystes des relations internationales.

La thèse est structurée en trois chapitres, chacun divisé en différentes sections. Dans le premier chapitre, nous analyserons quatre indicateurs économiques et sociaux : la démographie, le PIB, le déficit commercial et le taux de change et l'inflation. Ces données sont associées à la croissance et donnent un aperçu de la dynamique économique nationale, en essayant de comprendre comment ces facteurs sont décisifs pour définir la Turquie comme un pays émergent.

Dans le deuxième chapitre, nous examinons le critère stratégique/militaire de la Turquie, en nous concentrant sur la capacité des forces armées turques, ses rapports de force avec d'autres puissances régionales et non régionales, et les partenariats stratégiques dont la Turquie est un membre important et actif.

Dans le troisième et dernier chapitre, nous explorons le rôle de la Turquie dans les relations internationales. Nous étudions l'évolution de la politique étrangère turque au cours des dernières décennies, l'importance du concept de néo-ottomanisme dans la politique étrangère turque défendue par Ahmet Davutoğlu, le poids décisif de la diaspora turque dans le monde en tant qu'instrument de soft power, et enfin nous tenterons de fournir un équilibre entre soft et hard power dans la politique étrangère turque et sa participation à de nombreux forums avec des puissances émergentes.

Nous concluons par un résumé des principales questions abordées et des résultats de la recherche, en tentant de répondre à la question initiale et en proposant des perspectives pour l'avenir et pour d'autres recherches.

## **Chapitre I : Analyse de cinq paramètres économiques associés à la croissance**

Comme nous l'avons déjà mentionné précédemment dans l'introduction, le concept d'émergence peut être abordé en examinant divers contextes. Malgré la diversité des formes et des domaines dans lesquels ils se manifestent, les critères économiques jouent un rôle crucial en tant qu'indicateurs et moteurs du passage d'un État d'une situation de stagnation économique et de sous-développement vers une autre caractérisée par le progrès, la prospérité et l'influence.

Dans ce chapitre, nous allons explorer l'interaction complexe des facteurs économiques sous-jacents à l'émergence en examinant quatre d'entre eux : la démographie, le PIB, le déficit commercial, les taux de change, et enfin l'inflation. Ces paramètres analysés serviront de baromètre essentiel, offrant au lecteur un aperçu de la dynamique du paysage économique turc et de ce que beaucoup considèrent comme sa progression vers un rôle majeur sur la scène mondiale.

Cependant, il est important de reconnaître que cette progression doit être envisagée de manière plus réaliste, et devra être réduite et recontextualisée, au moins dans le domaine économique. Nous aborderons également d'autres aspects pertinents tels que les facteurs sociaux, politiques et environnementaux, qui contribuent également à façonner le processus d'émergence d'une nation.

## 1- La démographie

Au philosophe français Auguste Comte est attribuée la célèbre phrase : "La démographie, c'est le destin"<sup>2</sup> ; cette phrase résume l'importance que les dynamiques démographiques jouent en influençant les chiffres des économies et des sociétés dans tous les pays du monde. Alors que l'Union Européenne est marquée par une crise démographique et une population vieillissante très importante, certains pays comme les pays subsahariens et asiatiques connaîtront un boom démographique dans les années à venir.

La Turquie a connu une période de forte croissance démographique au cours des deux dernières décennies : 100 ans après la naissance de l'État républicain turc, sa population est passée de 13 millions d'habitants en 1923 à 85 millions en 2022, soit une multiplication par plus de six (figure 1) et les prévisions indiquent une augmentation continue pour atteindre 88,4 millions en 2030, 92,3 millions en 2040, avant le pic de 100 millions qui devrait être atteint en 2060 pour ensuite se stabiliser progressivement. Ce résultat est très différent et plus élevé que la moyenne des autres pays de la région.<sup>3</sup>

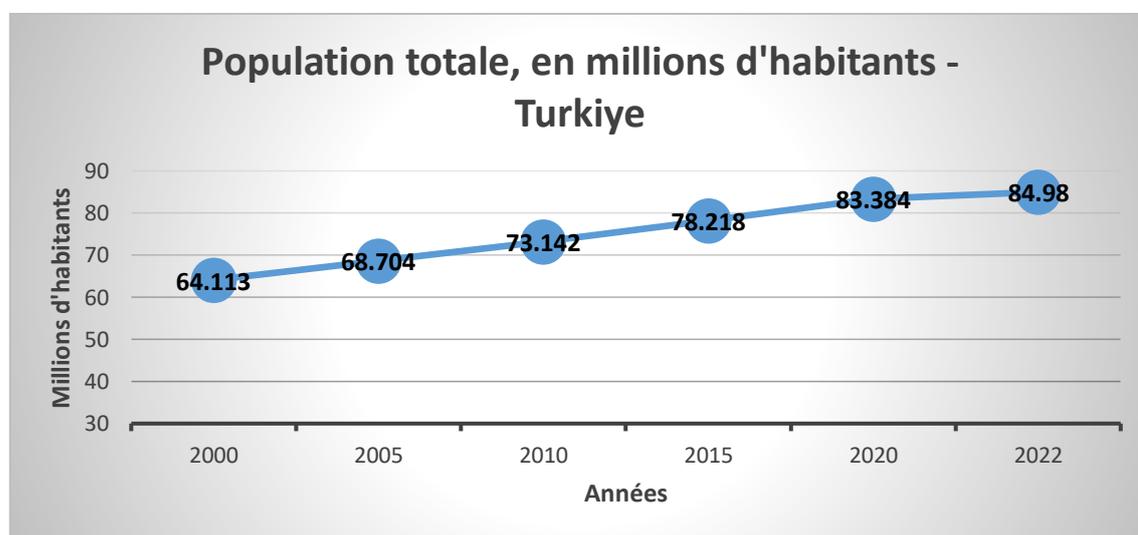


Figure 1: Croissance de la population totale en Turquie jusqu'à 2022.

Source : Michelangelo Marchisio, à partir de Word Bank Data (2022)

<sup>2</sup> Auguste Comte, 1830, *Cours de philosophie positive*

<sup>3</sup> Dilek Yildiz, Tugba Adali et Caner Özdemir, INED, Février 2023, *Population & Societies: An overview of Türkiye's population on the 100th anniversary of the Republic*, Num.608 et Rapport TUIK 2022

Malgré ces chiffres positifs, une analyse plus détaillée des données montre que le taux de croissance de la population, qui avait culminé dans les années 1950 à 2,8 % par an, est en baisse constante depuis des années, avec 1,3 % enregistré en 2021 et une tendance négative qui se poursuivra dans les années à venir.<sup>4</sup>

Le Pays doit prêter attention par ailleurs à une sonnette d'alarme apparue sur plusieurs documents officiels, soit le vieillissement de la population : en 2022 l'âge moyen enregistrée a été de 33.5 années mais la baisse des naissances et du taux de fécondité national a donné lieu à des prévisions qui voient les personnes âgées de plus de 65 ans (aujourd'hui 9,5% de la population, presque 8 millions d'habitants) augmenter de façon progressive jusqu'à dépasser les 27 millions en 2080.<sup>5</sup>

Il est possible que le changement de l'âge moyen de la population et la diminution du taux de naissance aient des conséquences négatives sur plusieurs aspects économiques. Tout cela pourrait créer des difficultés économiques, avec une croissance plus lente, moins d'investissement, des économies moins robustes et des pressions fiscales plus importantes. Ces défis pourraient alors nuire à notre prospérité et au développement économique sur le long terme.

En outre, une société vieillissante devrait réserver une part plus importante de son revenu national à la santé et à la protection sociale, alors qu'au contraire, les sociétés dont la population est jeune (25-54 ans) et en pleine expansion voient généralement leur Produit Intérieur Brut (PIB) augmenter.

C'est pour cette raison que l'approche du Président de la République Recep Tayyip Erdoğan et de son parti, l'Adalet ve Kalkınma Partisi (AKP), au gouvernement depuis 2002, a radicalement changé en soutenant une lutte contre les lois qui permettent l'avortement et la stérilisation comme méthode de contraception et un retour aux valeurs familiales traditionnelles et islamique autour de la thématique de la famille.

Un autre point important à examiner, tout aussi crucial que la croissance démographique, concerne le taux d'urbanisation et l'importance des villes dans l'économie

---

<sup>4</sup> Dilek Yildiz, Tugba Adali et Caner Özdemir, INED, Février 2023, *Population & Societies: An overview of Türkiye's population on the 100th anniversary of the Republic*, Num.608

<sup>5</sup> Dilek Yildiz, Tugba Adali et Caner Özdemir, INED, Février 2023, *Population & Societies: An overview of Türkiye's population on the 100th anniversary of the Republic*, Num.608

Turkstat, 6 Février 2023, *The Results of Address Based Population Registration System*, data.tuik.gov.tr.

de l'État. En 2017, un rapport de la Banque mondiale a révélé que la population des villes en Turquie a augmenté plus vite que celle des zones rurales, surtout dans les grandes villes et les villes côtières de la Méditerranée. Ce rapport a également souligné un déclin marqué de la population dans les petites et moyennes villes au profit de ces grands centres urbains.<sup>6</sup>

Ce sont précisément les grands centres, tels qu'Istanbul, Ankara, Izmir, Antalya, Adana et Bursa, qui jouent un rôle fondamental dans le tissu économique du Pays, accueillant des milliers d'entreprises et des millions de travailleurs, connaissant une croissance économique rapide et continue.

Pour pouvoir poursuivre leur évolution économique et démographique positive et, en perspective, l'exporter dans d'autres régions du pays, des politiques d'amélioration et d'adaptation des infrastructures et des services de la ville ont dû et devront nécessairement être mises en œuvre dans les années à venir, afin d'assurer la meilleure intégration possible de leurs nouveaux habitants dans le tissu économique de la ville.

Il est également nécessaire de réduire les différences économiques et sociales entre les grandes villes et les campagnes ainsi qu'entre les régions plus développées et moins développées, afin d'éviter les migrations incontrôlées et les différences d'accès à l'éducation et aux soins de santé, sans oublier une répartition plus équitable des revenus.

En conclusion, il est possible d'affirmer que la Turquie bénéficie, et le fera encore dans les années à venir, d'une capitale humaine (c'est-à-dire les connaissances, les compétences, l'expérience et les attributs que possèdent les individus et qui contribuent à leur productivité économique et à leur potentiel de gains futurs) et force de travail très importante, accompagné d'un niveau d'instruction qui continue à améliorer et d'un nombre croissant d'étudiants impliqués dans le système universitaire ou d'études supérieures (de 9,1% en 2008 à 20,8% en 2019 la part de la population âgée de plus de 25 ans ayant suivi un enseignement universitaire ou supérieur).

Ces données représentent une opportunité spéciale que le pays ne peut se permettre de ne pas exploiter. Toutefois, il sera nécessaire, afin de mieux faire face aux défis économiques de l'avenir, d'améliorer l'intégration des jeunes dans les études et le monde du travail (en 2022 le 27,1% des jeunes âgés de 15 à 24 ans ne suivaient pas d'études ou ils n'avaient

---

<sup>6</sup> Banque Mondiale Group, 2017, *Cities in Europe and Central Asia: Turkey*

pas d'emploi) et des femmes (en 2020 le taux d'emploi féminin était du 30%) et leur assurer un meilleur bien-être économique et sociale, en évitant en parallèle la possibilité de fuite à l'étranger.<sup>7</sup>

---

<sup>7</sup> Dilek Yildiz, Tugba Adali and Caner Özdemir, INED, Février 2023, *An overview of Türkiye's population on the 100th anniversary of the Republic*, Num.608

## 2- La croissance du PIB

L'économie turque a profondément changé au cours des dernières décennies, avec la transition d'une forte intervention de l'État dans l'économie, telle qu'envisagée par la doctrine kémaliste de construction de l'État, représentée par les fameuses "six flèches" conçues par le père de la Turquie moderne Mustafa Kemal Atatürk, à un libéralisme ouvert aux pays étrangers et à la mondialisation.<sup>8</sup>

L'index du PIB représente un miroir important de la situation économique actuelle : il permet de connaître la valeur de tous les biens et services produits dans un pays au cours d'une période donnée (généralement un an ou un trimestre) et aux observateurs internationaux d'évaluer la production économique globale et la croissance économique. Les politiques économiques des gouvernements nationaux visent donc à assurer une augmentation du PIB, à garantir un niveau élevé de bien-être à leurs citoyens et à attirer les investisseurs internationaux et les entreprises prêtes à investir de l'argent dans l'économie du pays.

Au cours des dernières décennies, l'économie turque a été caractérisée par des phases de croissance alternant avec des phases de contraction sévère. Les années 1990 ont été marquées par de nombreux problèmes économiques causés par des crises économiques et financières, ainsi que par une instabilité politique forte et durable qui a eu un impact négatif sur les performances économiques et sociales. Cette tendance négative a pris fin avec l'avènement du nouveau millénaire, lorsque des réformes structurelles et des investissements ont été mis en œuvre dans l'ensemble du pays, entraînant une croissance économique significative, comme le montrent les données actuelles du PIB en dollars américains (Figure 2).

Ces dernières années, cette croissance a été marquée par plusieurs défis auxquels la Turquie a dû faire face, notamment l'instabilité politique, les tensions géopolitiques internationales, l'inflation et les problèmes de taux de change causés par de multiples événements qui seront analysés ci-dessous et qui ont eu un impact négatif sur l'économie de l'État et la croissance économique.

---

<sup>8</sup> Jean-Claude Vérez, 2013, *La Turquie : une future puissance économique mondiale ?*, L'Europe en Formation, vol. 367, no. 1, pp. 93-107.

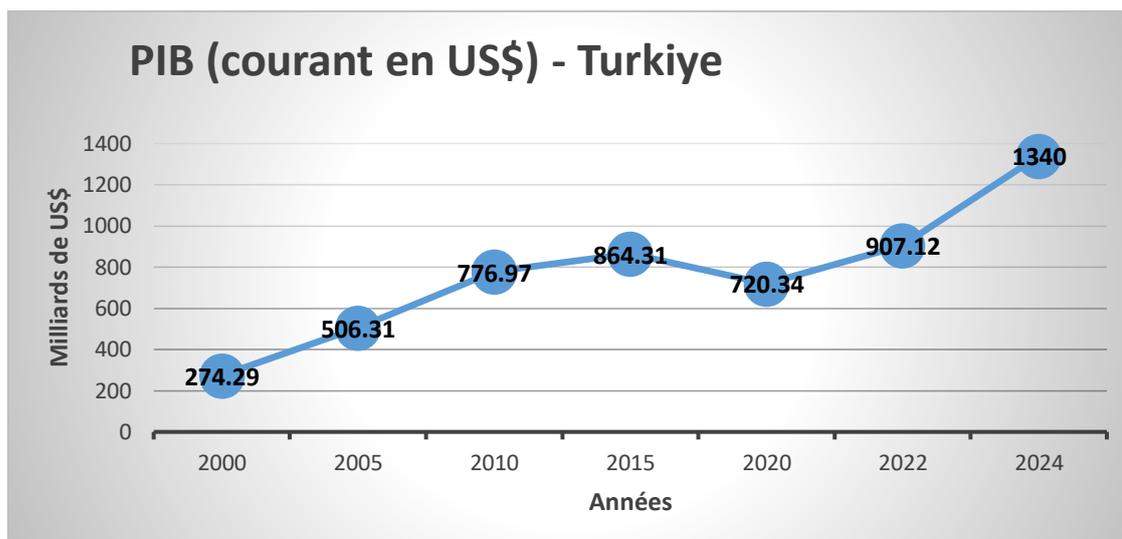


Figure 2 : Evolution du PIB de la Turquie, en milliards de US\$ jusqu'à prévisions pour le 2024. Source : Michelangelo Marchisio, à partir de Word Bank Data (2022) et International Monetary Fund Map 2024

Actuellement la Turquie se classe au 19e rang des économies mondiales, ayant enregistré un PIB d'environ 907 milliards de US\$ en 2022 selon les données recueillies par la Banque mondiale, et pouvant atteindre 1 340 milliards d'US\$ d'ici au 2024 selon les prévisions du FMI.<sup>910</sup>

Ces résultats témoignent de l'efficacité des réformes économiques ambitieuses mises en œuvre au cours des dernières décennies pour réduire la pauvreté et accroître la richesse de la classe moyenne.

Toutefois, pendant ces dernières années, ce qui semblait être une croissance régulière et progressive a été confronté à des crises inattendues qui ont eu un impact négatif sur la croissance du PIB.

La crise mondiale Covid-19, qui a commencé au début de l'année 2020, a durement touché les économies de tous les pays, et la Turquie n'a pas fait exception à la règle. Après une réponse réussie à la première vague d'infections, les indices de l'offre et de la demande ont subi une contraction non négligeable, certains des secteurs clés de l'économie turque tels que le tourisme et les services et produits associés (qui emploient des milliers de personnes à travers le pays) étant parmi les plus touchés.

Comme dans de nombreux pays européens, le gouvernement central a réagi en intervenant fortement, par l'intermédiaire de la Banque centrale turque, pour soutenir les

<sup>9</sup> Fonds Monétaire International Data, 2024

<sup>10</sup> Banque Mondiale Data, 2022

entreprises, l'emploi et les ménages au moyen de politiques monétaires et financières plus expansives visant à accroître le crédit. Cependant, le contrecoup économique a été tout aussi important, le PIB annuel tombant de son pic positif des dernières années de 957 milliards enregistré en 2013 à 720,34 milliards en 2020, en pleine pandémie.<sup>11</sup>

Le déclenchement de la guerre en Ukraine ensuite n'a pas favorisé les possibilités de reprise économique globale dans la période post-pandémique, contribuant au contraire à un affaiblissement économique significatif caractérisé par l'inflation et l'augmentation de la dette publique, ainsi que par des perturbations continues de la production et du commerce, des chocs des prix alimentaires et de l'approvisionnement en énergie dans la région, sans oublier une importante chute de la monnaie.<sup>12</sup>

Enfin, dans l'ordre chronologique, le tremblement de terre qui a frappé les régions du sud de la Turquie et du nord de la Syrie dans la nuit du 6 février 2023 a coûté la vie à des milliers de personnes et déplacé des millions d'habitants de leurs villes, impactant fortement l'indice PIB, avec des pertes et des dommages calculés à 103,6 milliards de dollars, un chiffre équivalent à environ 9 % du PIB national et des effets négatifs sur de nombreux secteurs économiques.

Ces catastrophes naturelles ont donc des effets dévastateurs et à long terme non seulement sur les indices économiques, mais aussi sur les indices sociaux, avec le blocage des écoles et du système de santé local ; les prévisions de l'OCDE indiquent une forte baisse du taux de croissance du PIB à 2,8 % en 2023 et à 3,4 % en 2024.<sup>13</sup>

L'analyse de la contribution des différents secteurs au PIB turc montre que la part du secteur agricole a diminué régulièrement au fil des ans pour atteindre environ 6 % en 2021 (Figure 3). Elle joue néanmoins un rôle important dans la société, en employant encore 18 millions de travailleurs et en exportant pour 15 milliards d'euros de produits agricoles à l'étranger (plus de 10,5 % du total des exportations), tout en bénéficiant d'une

---

<sup>11</sup> Banque Mondiale Data, 2022 et Organisation de Coopération et de Développement Économiques, *Enquête économique*, 2021, <https://www.oecd-ilibrary.org/sites/2cd09ab1-en/index.html?itemId=/content/publication/2cd09ab1-en>

<sup>12</sup> Banque Mondiale, Octobre 4, 2022, *Russian Invasion of Ukraine Impedes Post-Pandemic Economic Recovery in Emerging Europe and Central Asia*, <https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2022/10/04/russian-invasion-of-ukraine-impedes-post-pandemic-economic-recovery-in-emerging-europe-and-central-asia>

<sup>13</sup> Andrew Paterson, Tadashi Matsumoto, Cem Özgüzel, Stephan Visser, Ece Özçelik, Candan Kendir, Courtenay Wheeler, Organisation de Coopération et de Développement Économiques, 2023, *The territorial impact of the earthquakes in Türkiye*

grande variété de territoires et d'un potentiel de production qui lui permettent de cultiver des produits agricoles diversifiés.<sup>14</sup>

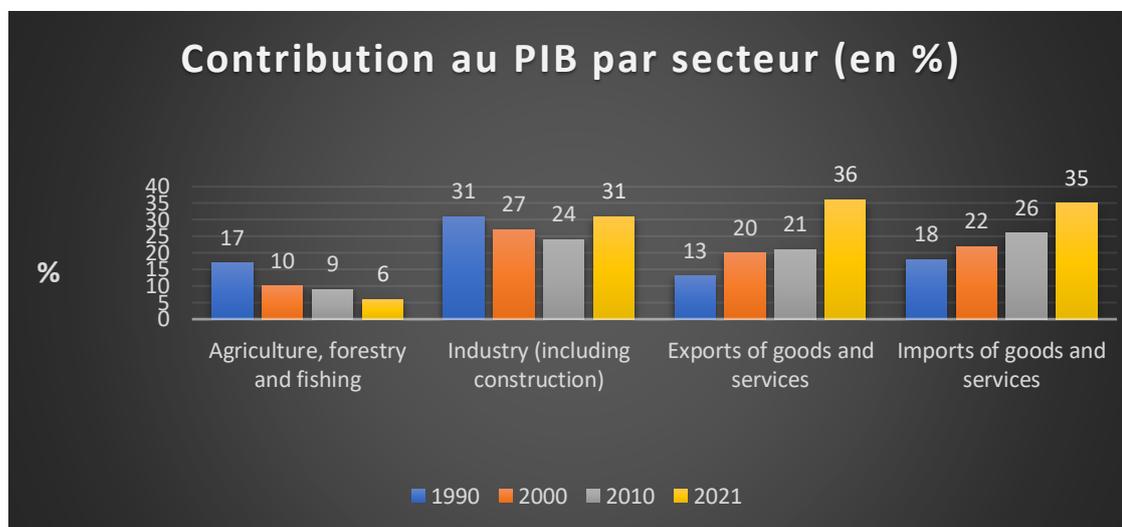


Figure 3 Contribution au PIB par secteur (en %)

Source : Michelangelo Marchisio, à partir de World Bank Data (2021)

Le secteur industriel est également l'un des plus développés et des plus importants du Moyen-Orient et du Proche-Orient, avec de multiples pôles industriels disséminés dans les principales villes turques. La production automobile, dont les grandes marques sont présentes dans la région avec des succursales et des usines, et l'armement, largement exporté à l'étranger, sont d'une grande valeur.

Le secteur des services représente la tendance économique la plus récente et la plus moderne du pays, employant des millions de travailleurs et contribuant largement à la production nationale. Il représente le pivot de l'économie contemporaine en raison de l'impact positif qu'il a eu et qu'il peut avoir sur le développement économique national, en libéralisant et en modernisant un secteur susceptible d'attirer de grandes quantités de capitaux étrangers à l'avenir.

Enfin, le secteur du tourisme a connu une croissance significative depuis les années 2000, les arrivées ayant augmenté de 210 % entre 2002 et 2014. En 2016, la

<sup>14</sup> Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire de la République Française, 5 Septembre 2019, <https://agriculture.gouv.fr/lagriculture-en-turquie#:~:text=La%20part%20de%20l'agriculture,%2C5%20%25%20des%20exportations%20totales>

Turquie a accueilli 31,3 millions de touristes internationaux, générant 22,1 milliards de dollars de recettes.<sup>15</sup>

En 2021, a été le quatrième pays le plus visité au monde, accueillant 6,6 % des visiteurs du monde et 9,8 % des visiteurs de l'Europe, avec 29,9 millions de touristes arrivant dans le pays, générant 29,9 milliards de US\$ de recettes, soit une augmentation de 99,8 % par rapport à l'année précédente.<sup>16</sup>

---

<sup>15</sup> Organisation de Coopération et de Développement Économiques, 2018, *Tendances et politiques du tourisme*, <https://www.oecd-ilibrary.org/sites/tour-2018-40-fr/index.html?itemId=/content/component/tour-2018-40-fr>

<sup>16</sup> Presidency of The Republic of Türkiye, Investment Office, 2022, *Tourism sector in Türkiye*

### 3- Le déficit commercial et le taux de change

L'économie turque a profondément changé au cours des dernières décennies, avec la transition d'une forte intervention de l'État dans l'économie, telle qu'envisagée par la doctrine kémaliste de construction de l'État, représentée par les fameuses "six flèches" conçues par le père de la Turquie moderne Mustafa Kemal Atatürk, à un libéralisme ouvert aux pays étrangers et à la mondialisation.<sup>17</sup>

Turgut Özal, Premier ministre entre 1983 et 1989, puis président de la République jusqu'à sa mort en 1993, est désigné comme le principal responsable de la libéralisation et de la modernisation de l'économie turque dans les années 1980, en tant que promoteur de réformes stratégiques visant à ouvrir l'économie et les marchés turcs en réduisant l'interventionnisme de l'État, en favorisant la privatisation et en réduisant ou en éliminant les barrières tarifaires douanières.

La première moitié des années 1990 a été caractérisée par une crise et une instabilité économique, une récession et une dévaluation de la monnaie nationale, auxquelles le gouvernement central a tenté de répondre par des réformes structurelles et approfondies sur le modèle proposé par le FMI. Le système économique national a donc été restructuré et soumis à une discipline stricte après la grave crise économique de 2001, ce qui a permis de réaliser des progrès substantiels dans tous les secteurs et indicateurs économiques.

L'un des principaux moteurs de cette croissance a été le secteur du commerce extérieur, qui a bénéficié de l'ouverture aux marchés mondiaux et des réformes mises en œuvre par les gouvernements pour faire évoluer les besoins du pays d'un modèle d'importation à une orientation vers l'exportation de produits nationaux, avec des impacts significatifs sur la croissance et les données macroéconomiques telles que le PIB annuel, il suffit de penser à l'augmentation entre 1985 et 2014, où le marché étranger, c'est à dire le marché ou l'environnement économique en dehors de son propre pays où des biens, des services ou

---

<sup>17</sup> Jean-Claude Vérez, 2013, *La Turquie : une future puissance économique mondiale?*, L'Europe en Formation, vol. 367, no. 1, p. 93-107.

des investissements sont achetés et vendus entre des entités nationales et étrangères, est passé de 19,3 milliards de dollars à 400 milliards de dollars.<sup>18</sup>

En partie à cause de ce rôle commercial, la Turquie est qualifiée de puissance émergente depuis le début des années 2000 par certains des plus grands économistes tels que Jim O'Neill de la banque Goldman Sachs (ancien inventeur de l'acronyme BRIC), qu'il a inclus dans une nouvelle catégorie économique pour les États, le MIST (Mexique, Indonésie, Corée du Sud et Turquie), et par Michael Geoghegan en 2010 dans le CIVETS (Colombie, Indonésie, Vietnam, Égypte, Turquie et Afrique du Sud), ce qui démontre la reconnaissance et l'importance accordées aux économies de ces pays et au potentiel de leur marché émergent.<sup>19</sup>

Citant le rapport de décembre 2014 de la Banque mondiale intitulé "Turkey's transitions" : "Le succès économique [récent] de la Turquie est devenu une source d'inspiration pour un certain nombre de pays en développement, en particulier, mais pas seulement, dans le monde musulman. L'essor de l'économie turque suscite l'admiration, d'autant plus qu'il semble aller de pair avec des institutions politiques démocratiques et une voix de plus en plus forte pour les pauvres et les classes moyennes inférieures".<sup>20</sup>

---

<sup>18</sup> Kemal Kirişçi, Sinan Ekim, Istituto Affari Internazionali, 2015, *Global Turkey in Europe III, Democracy, Trade, and the Kurdish Question in Turkey-EU Relations*

<sup>19</sup> Simon Roughneen, The Guardian, 1 Février 2011, *After BRIC comes MIST, the acronym Turkey would certainly welcome*

<sup>20</sup> Martin Raiser et Marina Wes, Banque Mondiale, 2014 *Turkey's Transitions*, p. 3

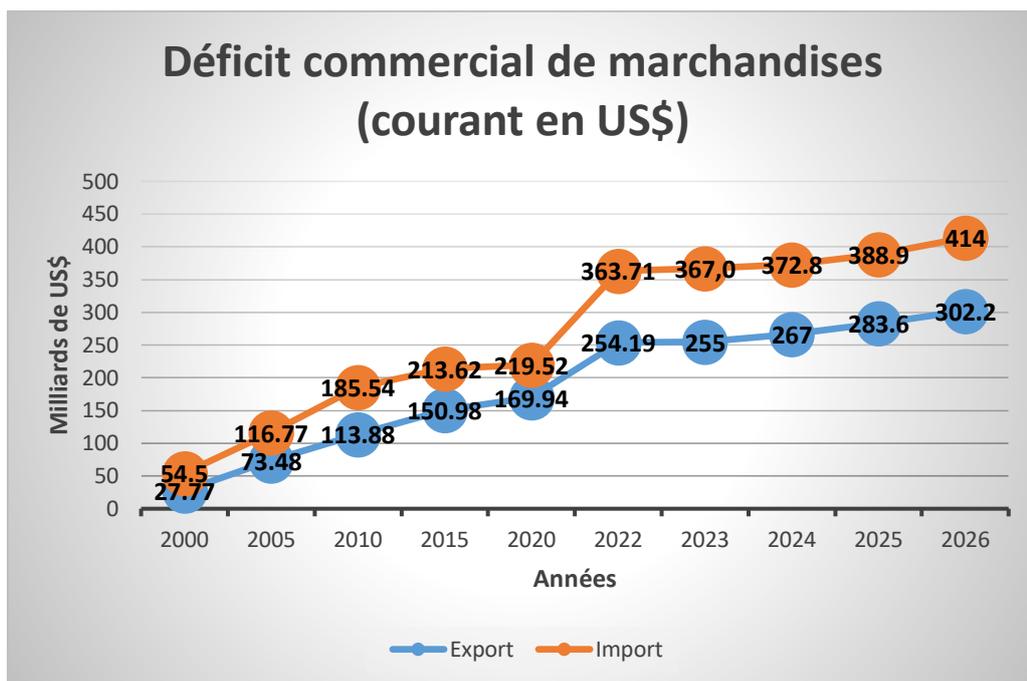


Figure 4 : Déficit commercial de marchandises (courant en US\$)

Source : Michelangelo Marchisio, à partir de Word Bank Data (2022) et projections du Ministère du Trésor et Finance (2024)

Cependant, malgré ces améliorations remarquables au cours des dernières années, la Turquie traîne toujours derrière elle un chiffre inquiétant de déficit commercial négatif, comme le montre le graphique (fig.4), ce qui constitue une déficience importante pour ce qui devrait être une économie émergente.

Mais que signifie un déficit commercial négatif ?

Comme la plupart des indices économiques, le commerce extérieur fait référence à un état d'équilibre entre les importations et les exportations qui assure l'efficacité et la stabilité, et il est d'autant plus nécessaire pour un pays de suivre l'équation  $X = M$  (Où  $X$  = exportations et  $M$  = importations) pour éviter de générer des déséquilibres et des déficits commerciaux persistants lorsque  $X < M$ .

De nombreux éléments influent sur le déficit commercial, parmi lesquels les fluctuations des importations et des exportations qui déterminent l'équilibre commercial.

Ces variations sont étroitement liées aux prix des biens et services échangés à l'importation et à l'exportation, qui eux-mêmes fluctuent en fonction des taux de change. Les déséquilibres commerciaux affectent de multiples variables macroéconomiques dans le système économique, ce qui rend crucial pour les pays en développement de surveiller

attentivement leur balance commerciale. Celle-ci ne se limite pas seulement à refléter les échanges entre les nations, mais constitue également un indicateur clé de la réputation économique d'un pays, notamment pour les économies émergentes dont elle reflète les conditions financières. Pour garantir une croissance économique équilibrée et durable, les économies émergentes devraient donc s'efforcer de réduire leurs déficits commerciaux.<sup>21</sup>

En tant que pays émergent, la Turquie devrait donc s'efforcer de poursuivre une stratégie commerciale et économique durable et équilibrée, en exportant plus de biens et de services qu'elle n'en importe, afin de parvenir à une plus grande croissance économique qui lui permettrait d'investir dans le pays et dans tous ses secteurs, dans les infrastructures, en augmentant l'emploi et le développement technologique ainsi que le niveau de vie de ses citoyens, tout en diminuant sa dépendance à l'égard des pays étrangers et en garantissant son autosuffisance.

Toutefois, cette évolution s'est accompagnée, au cours de la même période, d'une détérioration progressive de la balance du commerce extérieur. Cette situation est due à l'appréciation constante de la monnaie nationale, la Livre Turque (TL), par rapport aux principales devises mondiales depuis 2002, afin de garantir une monnaie forte capable d'empêcher l'augmentation du taux d'inflation du pays.

La conséquence directe de ce renforcement a été l'augmentation simultanée du déficit commercial en raison de la diminution des exportations à l'étranger, ce qui a rendu l'économie turque vulnérable aux chocs extérieurs, comme l'a montré la crise financière mondiale de 2008-2009.

Le gouvernement AKP semble avoir pris conscience de cette faiblesse persistante au fil des ans. Dès 2009, par le biais du ministère du Commerce (alors intégré au ministère de l'Économie) et de l'Assemblée des exportateurs turcs, il a lancé la "Stratégie des Exportations de la Turquie pour 2023". L'objectif principal de cette stratégie était de transformer l'économie turque pour la hisser parmi les 10 premières économies mondiales

---

<sup>21</sup> Zubeyir Can Kansel, Bilgin Bari, 2020, *Testing j-curve effect on trade balance in Turkish Economy*, Financial Studies, ISSN 2066-6071, Romanian Academy, National Institute of Economic Research (INCE), "Victor Slăvescu" Centre for Financial and Monetary Research, Bucharest, Vol. 24, Iss. 1 (87), pp. 53-69

d'ici 2023, en visant à contribuer à hauteur de 1,5 % du commerce mondial et à atteindre un ratio exportations/importations de 80 % durant cette même période.

L'objectif de ce programme à long terme était de se concentrer simultanément sur la production et les exportations, en investissant de manière significative dans le déplacement de la production des secteurs à faible technologie vers ceux à haute technologie et à forte valeur ajoutée. La stratégie incluait la mise en œuvre d'étapes précises :<sup>22</sup>

- « Implémenter des projets de recherche et développement ainsi que des initiatives visant à renforcer la compétitivité internationale pour accroître la capacité d'exportation du secteur.
- Accroître la participation nationale aux foires internationales, aux délégations commerciales générales et sectorielles, ainsi qu'aux missions d'achat ciblées sur les marchés déterminés.
- Adopter une stratégie de diversification tant au niveau sectoriel que national pour la composition des exportations.
- Concentrer les activités commerciales sur les marchés cibles prioritaires.
- Renforcer la capacité d'exportation des petites et moyennes entreprises.
- Augmenter la visibilité mondiale des marques turques.
- Promouvoir Istanbul en tant que centre international pour la mode, les foires commerciales et le commerce.
- Assurer l'approvisionnement en intrants essentiels pour les exportations.
- Établir des regroupements sectoriels pour accroître la compétitivité sur les marchés internationaux.
- Améliorer les infrastructures logistiques en Turquie.
- Développer de nouveaux mécanismes de financement pour soutenir les exportations ».<sup>23</sup>

---

<sup>22</sup> Ministère du Commerce, République de Türkiye, 2009, *The exports strategy of Türkiye for 2023*, <https://www.trade.gov.tr/data/5b90d2eb13b8760beca887fd/2023%20EXPORT%20STRATEGY-15%20%C5%9Eubat%202022.pdf>

<sup>23</sup> Ministère du Commerce, République de Türkiye, 2009, *The exports strategy of Türkiye for 2023*, <https://www.trade.gov.tr/data/5b90d2eb13b8760beca887fd/2023%20EXPORT%20STRATEGY-15%20%C5%9Eubat%202022.pdf>

Grâce à la mise en œuvre de ces réformes, la production de produits à plus forte valeur ajoutée aurait pu non seulement garantir une structure d'exportation flexible et moderne, mais également positionner le pays en tant que concurrent solide parmi les principales économies commerciales.<sup>24</sup>

Cependant, dans les années qui ont suivi, la Turquie, en essayant d'atteindre l'équilibre commercial, a adopté des réformes non conventionnelles du modèle économique en abaissant les taux d'intérêt malgré le fait que le niveau d'inflation augmentait rapidement pour atteindre plus de 80 % à l'automne 2022.

La pratique de l'affaiblissement de la monnaie nationale était due, selon le principal conseiller économique du président Erdoğan, Cemil Ertem, en 2021, au désir de stimuler les exportations de la Turquie en augmentant sa compétitivité par rapport à ses concurrents et aux principales monnaies internationales, le dollar et l'euro, ainsi que de diminuer le volume des importations.<sup>25</sup>

Toutefois, dans le cas spécifique de la Turquie, selon un rapport de novembre 2016 de la Banque centrale de la République de Turquie intitulé "Exports, Real Exchange Rates and External Exposures : Empirical Evidence from Turkish Manufacturing Firms, les dévaluations de la monnaie nationale ont également eu un effet négatif et inattendu sur les exportations, la valeur des biens importés moyens dépassant celle des exportations dans presque tous les trimestres analysés.<sup>26</sup>

En fait, si l'on analyse les secteurs de l'automobile et du textile, deux des principaux secteurs d'exportation de l'économie turque, en 2018 pour le premier secteur et en 2019 pour le second, 72% et 71% des importations turques étaient respectivement représentées par des biens intermédiaires, tandis que 72% et 77% des exportations étaient des biens

---

<sup>24</sup> Ministère du Commerce, République de Türkiye, 2009, *The exports strategy of Türkiye for 2023*, <https://www.trade.gov.tr/data/5b90d2eb13b8760beca887fd/2023%20EXPORT%20STRATEGY-15%20%C5%9Eubat%202022.pdf>

<sup>25</sup> Thorbecke, Willem & Sengonul, Ahmet, International Economics, 2023, *The impact of exchange rates on Turkish imports and exports*, Elsevier, vol. 174(C), pages 231-249

<sup>26</sup> Nazlı Toraganlı et Cihan Yalçın, Türkiye Cumhuriyet Merkez Bankası, Novembre 2016, *Exports, Real Exchange Rates and External Exposures: Empirical Evidence from Turkish Manufacturing Firms*

finaux. Au cours de la même période entre 2018 et 2019, 81 % des intrants intermédiaires provenaient d'économies avancées, ce qui a conféré aux entreprises de ces pays un fort pouvoir de négociation vis-à-vis des partenaires turcs. C'est pour cette raison qu'entre 1996 et 2018, 97,5 % de toutes les importations turques ont été facturées dans les monnaies étrangères préférées des exportateurs, telles que le US\$ et €, plutôt qu'en Lire Turque.<sup>27</sup>

Un autre effet "pervers" possible de la dévaluation ou dépréciation de la TL, qui pourrait affecter la non-augmentation des exportations, est la "tarification en monnaie dominante" (DCP), c'est-à-dire le fait que la plupart des exportations ont été facturées en USD ou en euros plutôt qu'en monnaie locale. Selon un document de travail du FMI datant de juillet 2020, entre 1998 et 2018, moins de 3 % des exportations turques totales ont été facturées en livres turques, tandis que le reste a été facturé en dollars américains et en euros, les monnaies dominantes du marché, et ce malgré le fait que près de 60 % de ces exportations étaient destinées à des pays autres que les États-Unis et la zone euro. Ces chiffres représentent un risque car l'impact stimulant de la dépréciation sur les exportations est fortement réduit car, dans le cas d'échanges avec un pays tiers, la dépréciation de la TL par rapport au dollar n'augmentera pas le taux de change du pays tiers par rapport au dollar et ne lui permettra pas d'acheter davantage d'exportations à la Turquie. La seule conséquence positive de ce scénario de dépréciation serait une augmentation concomitante des prix à l'importation qui réduirait la demande d'importations.<sup>28</sup>

---

<sup>27</sup> Thorbecke, Willem & Sengonul, Ahmet, International Economics, 2023, *The impact of exchange rates on Turkish imports and exports*, Elsevier, vol. 174(C), pages 231-249

Emine Boz, Camila Casas, Georgios Georgiadis, Gita Gopinath, Helena Le Mezo, Arnaud Mehl, Tra Nguyen, International Monetary Fund, 2020, *Patterns in Invoicing Currency in Global Trade*

<sup>28</sup> Emine Boz, Camila Casas, Georgios Georgiadis, Gita Gopinath, Helena Le Mezo, Arnaud Mehl, Tra Nguyen, Fonds Monétaire International Working Paper, Juillet 2020, *Patterns in Invoicing Currency in Global Trade*,

Willem Thorbecke et Ahmet Sengonul, 2023, *The impact of exchange rates on Turkish imports and exports*, International Economics, Elsevier, vol. 174(C), pages 231-249

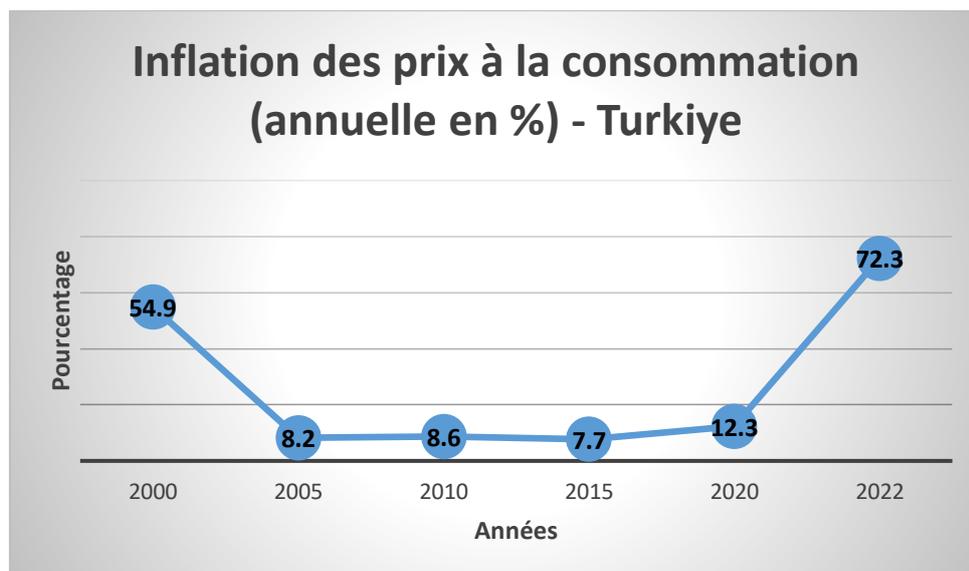
## 4- Inflation

L'inflation est un facteur macroéconomique qui se caractérise par une augmentation générale du niveau des prix des biens et des services dans l'économie d'un pays sur une certaine période et une réduction concomitante du pouvoir d'achat de la monnaie. Ce phénomène a caractérisé et continue de caractériser l'économie turque depuis des décennies. Dès la fin des années 1970, les causes de l'inflation ont été attribuées à de multiples facteurs :

- 1 « Déficits budgétaires élevés du secteur public,
- 2 Monétisation des déficits budgétaires du secteur public,
- 3 Investissements massifs dans les infrastructures par les différents gouvernements,
- 4 Des dépenses militaires élevées associées à des raisons géopolitiques,
- 5 L'instabilité politique provoquant des pressions inflationnistes dues aux politiques populistes qui ont précédé chaque élection générale,
- 6 Les anticipations inflationnistes persistantes des agents économiques,
- 7 Les effets inflationnistes des variations de taux de change par le biais de l'augmentation des prix des intrants importés.
- 8 Les augmentations occasionnelles des prix mondiaux des principaux intrants importés (en particulier le pétrole brut),
- 9 Des augmentations des prix réglementés des produits du secteur public qui sont principalement utilisés comme intrants par le secteur privé national,
- 10 Des augmentations des taux d'intérêt dues à l'effet d'éviction du secteur public dans un marché national des capitaux peu profond ». <sup>29</sup>

---

<sup>29</sup> Aykut Kibritçioğlu, 2002, *Causes of Inflation in Turkey: A Literature Survey with Special Reference to Theories of Inflation*



*Figure 5: Inflation des prix à la consommation annuelle jusqu'à 2022*  
 Source : Michelangelo Marchisio, à partir de Word Bank Data (2022)

Après une première décennie des années 2000 marquée par une baisse significative de l'indice d'inflation (Figure 5), les turbulences provoquées par les incertitudes financières et les politiques de dévaluation des monnaies ont repris en 2013. Face aux théories économiques conventionnelles qui indiquent comment l'introduction de taux d'intérêt plus élevés qui réduisent la demande peut être utilisée comme un outil bénéfique dans la lutte contre l'inflation, le président Erdoğan lui-même en août 2018, à l'occasion d'une décision importante et critique de la CBRT d'augmenter les taux de référence, s'est exprimé durement lors d'un rassemblement électoral contre la hausse des taux d'intérêt de la TL, allant jusqu'à qualifier cette mesure soutenue par le FMI de "moyen d'exploitation", ce qui a eu pour conséquence de provoquer des turbulences sur les marchés internationaux, la TL perdant 3 % de sa valeur le lendemain.

La politique économique menée par le Président a souvent semblé non conventionnelle au regard des théories économiques et, notamment en ce qui concerne les taux d'intérêt, elle était diamétralement opposée à l'idée selon laquelle des taux de change plus élevés pouvaient aggraver l'inflation et non la résorber. En janvier 2022, il a dévoilé avec insistance l'introduction d'un nouveau modèle économique turc, qui visait à réduire l'inflation tout en empêchant les taux d'intérêt

d'augmenter, et a préconisé l'introduction par le ministère du Trésor et des Finances de nouveaux instruments financiers et d'incitations pour stimuler les dépôts bancaires en TL en anticipant les pertes possibles dues à l'augmentation des taux de change US\$/TL, €/TL.<sup>30</sup>

Cependant, cette approche économique a augmenté et exacerbé les vulnérabilités économiques du pays, selon le rapport du FMI sur la Turquie de janvier 2023 : en effet, malgré une croissance économique robuste, le taux d'inflation est resté supérieur aux objectifs économiques car les politiques qui ont été adoptées pour orienter le crédit vers des secteurs spécifiques et pour promouvoir l'utilisation de la lire ont conduit à une série de mesures macro-financières de plus en plus complexes, qui ont exacerbé l'inflation. En octobre 2022, celle-ci a atteint son niveau le plus élevé depuis 24 ans, atteignant 85 %, soit le chiffre le plus élevé parmi les grands pays émergents et provoquant une aggravation des déséquilibres extérieurs, encore accentuée par la guerre en Ukraine. Dans la même période les pressions sur les dépenses et les risques budgétaires se sont accumulés, en partie à cause des engagements conditionnels liés aux dépôts protégés par la TL et de la vulnérabilité de la dette publique aux chocs monétaires. En outre, les risques financiers ont augmenté, influencés en partie par un lien solide entre la banque centrale et les banques en ce qui concerne les liquidités en devises.<sup>31</sup>

Le FMI s'attend à ce que l'inflation restera élevée et que les attentes en matière d'inflation seront inférieures à celles des pays émergents comparables. En outre, il existe un risque sérieux que plus l'inflation reste élevée, plus elle s'enracine dans l'économie turque, la déstabilisant encore davantage.

La mesure qui, selon le rapport, résoudrait le problème, est une augmentation indispensable des taux d'intérêt qui soient cohérents, crédibles et compétitifs, car s'ils devaient rester négatifs pendant longtemps, ils décourageraient l'épargne et

---

<sup>30</sup> Presidency of The Republic of Türkiye, Investment Office, Janvier 2022, *President Erdoğan unveils "Türkiye Economy Model"*

<sup>31</sup> Fonds Monétaire International Country Report, Janvier 2023, *Republic of Türkiye: 2022 Article IV Consultation – Press Release and Staff Report*

l'investissement des ménages et des entreprises à l'étranger, en particulier ceux en livres turques, et encourageraient une dollarisation conséquente de l'économie.

Une telle augmentation souhaitée et rapide des taux d'intérêt, qui devrait s'accompagner d'un engagement clair et crédible à atteindre l'objectif de stabilité des prix, augmenterait les incitations à détenir la lire et aurait un effet important sur la dynamique de l'inflation. Par conséquent, la volonté politique et économique, ainsi que la coordination de toutes les composantes politiques, monétaires, financières et fiscales, seront plus que jamais nécessaires et cruciales pour soutenir et encourager la TL, par le biais d'un processus de "lirisation" (ou bien un processus par lequel la TL devrait devenir la monnaie dominante utilisée dans les transactions économiques à la place des devises étrangères, en particulier US\$ ou €) soutenue de l'économie qui permettrait la reconstitution partielle des réserves monétaires au fil du temps.<sup>32</sup>

---

<sup>32</sup> Fonds Monétaire International Country Report, Janvier 2023, *Republic of Türkiye: 2022 Article IV Consultation – Press Release and Staff Report*

En conclusion, l'analyse de quatre paramètres clés, la démographie, le PIB, le déficit commercial et les taux de change, ainsi que l'inflation, fournit des indications précieuses sur l'état actuel de l'économie turque. Malgré certains indicateurs positifs et les périodes de croissance passées, il est clair que l'économie turque reste confrontée à des défis et à des faiblesses importantes.

Premièrement, les tendances démographiques, malgré les perspectives de croissance de la population jusqu'en 2100 au moins, soulignent l'importance de traiter des questions telles que le vieillissement démographique, la dénatalité et les taux de participation de la main-d'œuvre pour assurer un développement économique soutenu à long terme.

Deuxièmement, si la Turquie a connu des périodes de forte croissance du PIB au cours des dernières décennies, elle reste vulnérable aux chocs extérieurs et aux déséquilibres internes. Des réformes structurelles visant à accroître la productivité, à favoriser l'innovation et à diversifier l'économie sont essentielles pour parvenir à une croissance plus durable et plus inclusive.

Troisièmement, le déficit commercial persistant souligne la nécessité de politiques visant à améliorer la compétitivité des exportations, à réduire la dépendance à l'égard des importations et à renforcer la résistance globale de l'économie aux chocs commerciaux extérieurs.

En outre, les fluctuations des taux de change et d'inflation posent des défis importants à la stabilité macroéconomique et à la confiance des investisseurs. Des politiques monétaires et fiscales saines, associées à des mesures réglementaires efficaces, sont essentielles pour atténuer ces risques et garantir un environnement économique stable propice à l'investissement et à la croissance.

À la lumière de ces conclusions, il est clair que l'économie turque a besoin de réformes globales dans différents domaines pour remédier à ses faiblesses structurelles et accroître sa résistance aux pressions extérieures. Ces réformes devraient porter en priorité sur des domaines tels que la gouvernance, l'éducation, les infrastructures, l'innovation et le renforcement des capacités institutionnelles afin de promouvoir un développement économique durable et inclusif.

Dans l'ensemble, si l'analyse met en évidence les défis considérables auxquels l'économie turque est confrontée, elle souligne également le potentiel de changement et de transformation positifs grâce à des efforts concertés pour mettre en œuvre des réformes et renforcer les fondements de la résilience et de la prospérité économiques. En s'attaquant aux faiblesses identifiées et en adoptant un programme de réforme tourné vers l'avenir, la Turquie peut libérer tout son potentiel économique et s'engager sur la voie d'un avenir plus prospère et plus résilient.

## **Chapitre II : Analyse du critère stratégique/militaire de la Turquie**

Dans le tourbillon des changements qui sculptent le paysage géopolitique de la Turquie et redessinent son rôle sur la scène mondiale, deux éléments se dressent en sentinelles : le concept stratégique et le vaillant rôle de l'armée. Imaginez un tableau où la Turquie se tient au carrefour de l'Europe et de l'Asie, telle une sentinelle entre différentes civilisations, cultures et intérêts géopolitiques. Dans cet enchevêtrement complexe, le concept stratégique façonné par les dirigeants turcs et le rôle inlassable de ses forces armées éclairent le chemin, non seulement pour la sécurité et la stabilité nationales, mais aussi pour l'influence régionale.

Ce chapitre s'oriente vers une analyse du concept stratégique et le rôle fondamental de l'armée face aux défis et opportunités émergents en Turquie. C'est comme si nous embarquions pour un voyage à travers les méandres du temps, scrutant avec curiosité les évolutions de la perspective stratégique turque au gré des tumultes régionaux et des tempêtes extérieures. Nous plongeons également dans les mystères de la puissance militaire turque, représentée par les Forces Armées Turques (TSK), ces gardiennes des frontières et protectrices des intérêts nationaux, qui jouent un rôle central dans le déploiement de la force, tant à l'échelle régionale que mondiale.

En analysant de manière approfondie le concept stratégique et le rôle de l'armée, les rapports de force actuels dans la région du Moyen-Orient et au-delà et la présence et la participation turque dans de multiples organisations et alliances stratégiques nous espérons offrir un éclairage sur les dynamiques complexes qui sculptent l'émergence de la Turquie en tant qu'acteur majeur sur la scène mondiale. Des enjeux géopolitiques à la politique intérieure, des défis sécuritaires aux délicates manœuvres diplomatiques, il est impératif de saisir l'interaction entre la vision stratégique et les capacités militaires pour comprendre pleinement la trajectoire de la Turquie et ses répercussions à l'échelle régionale et internationale.

## 1- La capacité des forces armées turques

Depuis l'avènement de la Turquie moderne sous Mustafa Kemal Atatürk, les TSK ont joué un rôle prépondérant dans la société et la politique nationales, ainsi qu'à l'échelle régionale et internationale, en s'appuyant sur une riche tradition et d'impressionnantes capacités militaires.

Forte d'une longue histoire d'excellence militaire remontant aux siècles de l'Empire Ottoman, les TSK sont devenues une force moderne et bien équipée, capable de remplir un large éventail de missions et de responsabilités.

En examinant les données fournies par Global Firepower (GFP) un site qui présente et met à jour annuellement un indice mondial basé sur la puissance militaire de chaque pays, on se rend compte que l'une des plus grandes forces des TSK est leur étendue numérique et leur organisation.

Le nombre total de militaires est d'environ 884 000, répartis-en 518 900 dans l'Armée de terre, 100 000 dans la Marine militaire, 115 000 dans l'Armée de l'air et 150 000 dans les unités paramilitaires, dont 355 200 pour le personnel actif et 378 700 pour le personnel de réserve (à l'exclusion des unités paramilitaires).<sup>33</sup>

Ces chiffres représentent un degré considérable de militarisation de la société et des ressources humaines, sans parler de la présence du service militaire obligatoire mis en place dans le Pays pour chaque homme physiquement apte, d'une durée d'environ six mois.

Les TSK, avec de tels effectifs, peuvent maintenir une présence robuste et significative à l'intérieur et à l'extérieur des frontières nationales, opérant dans de multiples contextes sécuritaires allant du contrôle des frontières aux opérations de contre-terrorisme.

Au-delà des effectifs, les TSK disposent d'une grande variété d'équipements militaires de haute qualité, expression du progrès technologique développé par l'industrie de guerre turque au cours des dernières décennies.

---

<sup>33</sup> Global Firepower 2024, [https://www.globalfirepower.com/country-military-strength-detail.php?country\\_id=turkey](https://www.globalfirepower.com/country-military-strength-detail.php?country_id=turkey)

En ce qui concerne l'Aviation militaire, c'est-à-dire les avions de chasse (multi rôles, intercepteurs), les avions d'entraînement (de base, avancés), les avions de transport (à voilure fixe et hélicoptés), les bombardiers spécialisés et les avions d'attaque au sol, les plates-formes de missions spéciales, etc., la Turquie occupe le 9<sup>ème</sup> rang parmi les plus grandes flottes militaires en termes de quantité, avec 1. 069 unités ainsi réparties : 205 avions de chasse (14<sup>ème</sup> rang sur 145), 83 transports à voilure fixe (9<sup>o</sup>), 275 avions d'entraînement (9<sup>o</sup>), 22 pour les missions spéciales (16<sup>o</sup>), 7 avions-citernes (10<sup>o</sup>), 502 hélicoptères (7<sup>o</sup>), 111 hélicoptères d'attaque (6<sup>o</sup>) mais aussi 0 avions d'attaque au sol (141<sup>o</sup>).<sup>34</sup>

Les véhicules terrestres et les artilleries sont répartis comme suit : 2 231 chars (10<sup>o</sup>), 55 104 véhicules blindés de combat (12<sup>o</sup>), 1 038 pièces d'artillerie automotrices (9<sup>o</sup>), 1 747 pièces d'artillerie tractées (10<sup>o</sup>), 286 pièces d'artillerie à roquettes (19<sup>o</sup>).<sup>35</sup>

La flotte navale compte actuellement 186 unités : 16 frégates (4<sup>o</sup>), 9 corvettes (8<sup>o</sup>), 12 sous-marins (9<sup>o</sup>), 34 patrouilleurs (32<sup>o</sup>), 11 navires chasseurs de mine, (11<sup>o</sup>) mais aussi, au même moment, 0 porte-avions (109<sup>o</sup>), 0 porte-hélicoptères (108<sup>o</sup>) et 0 destructeurs (109<sup>o</sup>).<sup>36</sup>

En plus de ces paramètres, qui placent la Turquie en général au 8e rang des GFP (en progression) avec un indice de puissance de 0,1697 (où 0 est le rang le plus élevé), le Global Military Index (GMI), qui est un rapport annuel compilé par de multiples organismes de recherche lesquelles classent les pays en fonction du niveau de militarisation de leurs sociétés, situe la Turquie parmi les pays ayant un niveau élevé de militarisation (41<sup>ème</sup> au monde).<sup>37</sup>

---

<sup>34</sup> Global Firepower 2024, [https://www.globalfirepower.com/country-military-strength-detail.php?country\\_id=turkey](https://www.globalfirepower.com/country-military-strength-detail.php?country_id=turkey)

<sup>35</sup> Global Firepower 2024, [https://www.globalfirepower.com/country-military-strength-detail.php?country\\_id=turkey](https://www.globalfirepower.com/country-military-strength-detail.php?country_id=turkey)

<sup>36</sup> Global Firepower 2024, [https://www.globalfirepower.com/country-military-strength-detail.php?country\\_id=turkey](https://www.globalfirepower.com/country-military-strength-detail.php?country_id=turkey)

<sup>37</sup> Global Military Index 2022, <https://gmi.bicc.de/#weapons@2022> and Global Firepower 2024, <https://www.globalfirepower.com/countries-listing.php>

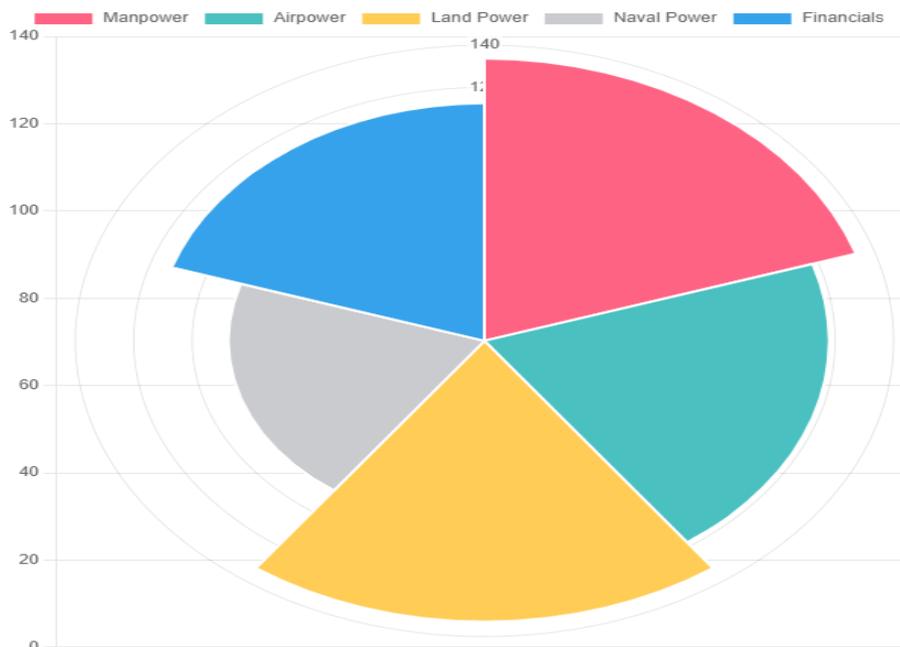


Figure 6 : 2024 Türkiye Puissance militaire

Source : Global Firepower Index Data (2024)

[https://www.globalfirepower.com/country-military-strength-detail.php?country\\_id=turkey](https://www.globalfirepower.com/country-military-strength-detail.php?country_id=turkey)

Cette nouvelle orientation militaire et les capacités croissantes de projection de la Turquie sur divers fronts régionaux et internationaux se sont accompagnées d'une augmentation de la production d'armes haut de gamme et de l'établissement de bases militaires à l'étranger. Cette présence opérationnelle interrégionale n'est surpassée que par quelques armées dans le monde. Toutefois, au cours des années précédentes, les forces armées turques ont été confrontées à de graves problèmes liés à l'obsolescence des équipements et à la pénurie de ressources.

Le secteur industriel turc a été en mesure de développer un appareil moderne et spécialisé pour la défense nationale et le renforcement des forces armées turques (armée de terre, marine, armée de l'air et gendarmerie). Il s'agit non seulement d'entreprises spécialisées, mais aussi d'universités et de centres de recherche scientifique.

Actuellement, cette partie du secteur de la défense regroupe quelque 3 000 entreprises et 80 000 employés, avec un marché qui n'est pas seulement national, mais qui se développe

à grande vitesse vers les marchés internationaux, avec toute une gamme de produits à offrir.<sup>38</sup>

Au cours des dernières décennies, certaines de ces entreprises se sont spécialisées dans la production d'un grand nombre d'armements et d'équipements militaires, notamment des véhicules blindés, des porte-avions, des navires de guerre, des missiles balistiques et des drones : il s'agit notamment d'ASELSAN, un fleuron de la cyberdéfense, de la guerre électronique et des systèmes électro-optiques ; de Turkish Aerospace Industries (TAI) pour le développement de satellites, de drones et de systèmes aérospatiaux ; FNSS et BMC, spécialisées dans la production de véhicules blindés de combat ; Roketsan, pour les systèmes antichars, antiaériens et de défense antimissile ; Makina ve Kimya Endüstrisi Kurumu (MKEK), pour les armes à feu, les munitions et les explosifs.<sup>39</sup>

Au fil des dernières décennies, la Turquie a entrepris une série d'opérations militaires à l'étranger dans le cadre de ses efforts pour développer et projeter sa puissance régionale et mondiale. Ces opérations ont mis en lumière le rôle crucial des forces armées turques en tant qu'instrument de réalisation de cette puissance et de son émergence.

Après la tentative de coup d'État de juillet 2016, la direction de l'armée turque a été bouleversée par de nombreuses arrestations et remplacements, révélant la volonté politique de placer les forces armées turques sous un contrôle civil strict.

Dans le but de neutraliser toute ingérence des forces armées turques dans la politique interne du pays, le gouvernement de l'AKP a mis en place une nouvelle chaîne de commandement et a cherché à limiter leur interventionnisme aux frontières nationales.

Durant la guerre froide, la Turquie se concentrait principalement sur la protection du flanc oriental de l'OTAN. Cependant, après la chute de l'URSS dans les années 1990,

---

<sup>38</sup> Presidency of The Republic of Türkiye Defence Industry Agency, 2019-2022, *Turkish Defence Industry Product Catalogue*

<sup>39</sup> Presidency of The Republic of Türkiye Defence Industry Agency, 2019-2022, *Turkish Defence Industry Product Catalogue*

elle a élargi son champ d'action en participant à des missions au Kosovo, en Bosnie-Herzégovine, et plus tard, en Afghanistan dans le cadre de l'Alliance Internationale.

Depuis 2016, la Turquie a mené de nombreuses opérations transfrontalières et établi des bases dans divers États et régions, notamment au Moyen-Orient, en Afrique, et en Méditerranée orientale, renforçant ainsi son activisme et ses capacités militaires à l'échelle internationale.

Parmi les grandes missions militaires qui ont vu la présence de la TSK sur le terrain, il y a deux cas où la Turquie a agi unilatéralement et non dans le cadre de missions de l'OTAN ou de l'ONU : en Syrie et en Libye.

En 2011, le soulèvement du Printemps arabe en Syrie a rapidement dégénéré en une guerre civile opposant le régime de Bachar el-Assad à des groupes rebelles armés. La Turquie, préoccupée par les possibles répercussions régionales, a d'abord tenté de jouer un rôle de médiateur pour mettre fin aux violences. Cependant, devant l'absence de progrès, elle a finalement décidé d'ouvrir ses frontières pour accueillir des réfugiés et des groupes rebelles. Certains de ces groupes ont été formés en Turquie avant de retourner combattre en Syrie.

La présence de milices kurdes/syriennes comme le Partiya Yekîtiya Demokrat (PYD) et le Yekîneyên Parastina Gel (YPG), alliées aux Kurdes/Turcs du Partîya Karkerên Kurdîstan (PKK), a été perçue comme une menace sérieuse pour la sécurité nationale turque. Cela a renforcé l'idée d'une intervention militaire directe dans la région.

Entre 2016 et 2020, les priorités de la Turquie dans le conflit syrien ont évolué, passant de la volonté de renverser Assad à celle de prévenir la formation d'une entité étatique kurde autonome. Cela a conduit à la réalisation de quatre opérations militaires menées par les forces armées turques en Syrie :

1. « Bouclier de l'Euphrate » a débuté le 24 août 2016 et s'est étendu sur 7 mois. L'opération s'est concentrée sur la région d'al-Bab, où 8 000 soldats turcs ont été

déployés pour soutenir l'Armée syrienne libre tout en éliminant la "menace" des groupes paramilitaires kurdes dans la région.

2. « Rameau d'olivier » a été lancé en janvier 2018 dans la région d'Afrin, au nord de la Syrie. 6 000 soldats turcs ont combattu les milices kurdes locales qui occupaient le territoire, le libérant ainsi de l'emprise de l'État islamique.
3. « Printemps de la paix », lancé en octobre 2019, visait la région entre Ras al-Ayn et Tel Abyad, avec le soutien tacite de l'administration américaine. 15 000 soldats turcs, épaulés par des rebelles syriens, ont attaqué les formations kurdes, les forçant à se replier. Après une trêve, la Turquie a obtenu le contrôle d'une zone de sécurité d'environ 32 km de profondeur sur 120 km de long entre les villes syriennes de Tal Abyad et Ras al-Ayn.
4. « Bouclier de printemps », lancé en février 2020 dans la région d'Idlib, faisant suite à la mort de 36 soldats turcs dans une frappe aérienne conjointe russo-syrienne. La TSK a réagi en menant des attaques contre l'armée syrienne, infligeant de lourdes pertes. Cela a conduit à un accord de cessez-le-feu russo-turc et à la création d'un corridor de 6 km devant être contrôlé conjointement par les Russes et les Turcs.<sup>40</sup>

Concernant la situation en Libye, l'implication directe de la Turquie a débuté en 2019 avec le but de défendre le Gouvernement d'Entente Nationale, officiellement reconnu par l'ONU, contre la menace posée par l'offensive des forces sous le commandement du général Khalifa Haftar, soutenu par la France, la Russie, les Émirats Arabes Unis et l'Égypte.

Derrière cette intervention turque se cachait certainement une volonté ambitieuse d'affirmation dans le cadre de la Méditerranée orientale, en soutenant militairement et financièrement le Gouvernement libyen d'Entente Nationale.

L'engagement de la Turquie s'est traduit par la création de cinq centres d'entraînement pour les milices locales et le déploiement d'équipements et d'armements sophistiqués tels

---

<sup>40</sup> S. Adar, H. A. Aksoy, S. Çevik, D. Isachenko, M. Rau, N. T. Yaşar, Centre for Applied Turkey Studies, Août 2021, *Visualizing Turkey's Foreign Policy Activism*, <https://www.cats-network.eu/topics/visualizing-turkeys-foreign-policy-activism#:~:text=It%20is%20currently%20conducting%20military,continue%20over%20the%20long%20term>

que des drones et des véhicules blindés, ainsi que par l'envoi de personnel militaire turc, de fonctionnaires et de mercenaires recrutés en Syrie.<sup>41</sup>

En ce qui concerne la présence de bases militaires à l'étranger, la Turquie est présente dans de multiples scénarios au Moyen-Orient, en Afrique et en Méditerranée orientale.

En Irak, la présence de la Turquie remonte aux années 1990, suite à des accords conclus entre les deux pays. Cette présence, notamment le long de la frontière, vise à contrer la menace représentée par le PKK, grâce à des bases militaires permanentes et du personnel qualifié.

L'objectif principal est de créer une zone tampon pour limiter les activités du PKK sur le territoire turc. De plus, cette présence permet de répondre à la menace régionale posée par l'État islamique en formant des milices kurdes locales et des combattants arabes sunnites.<sup>42</sup>

À Chypre-Nord, territoire occupé par les TSK depuis l'opération Attila du 20 juillet 1974, la Turquie cherche depuis 2018 à ouvrir une nouvelle base navale à Famagouste.

Depuis le 16 décembre 2019, il est prévu que l'aéroport de Geçitkale soit utilisé pour des vols de drones en Méditerranée orientale, où les forces navales turques sont activement déployées, notamment pour participer à l'exploitation de nouveaux gisements gaziers.<sup>43</sup>

En 2012, la Turquie et le Qatar ont conclu un accord de coopération militaire et de vente d'armes. Ces deux pays soutiennent la confrérie des Frères musulmans et partagent de nombreux objectifs en politique étrangère, notamment en ce qui concerne

---

<sup>41</sup> S. Adar, H. A. Aksoy, S. Çevik, D. Isachenko, M. Rau, N. T. Yaşar, Centre for Applied Turkey Studies, Août 2021, *Visualizing Turkey's Foreign Policy Activism*, <https://www.cats-network.eu/topics/visualizing-turkeys-foreign-policy-activism#:~:text=It%20is%20currently%20conducting%20military,continue%20over%20the%20long%20term>

<sup>42</sup> S. Adar, H. A. Aksoy, S. Çevik, D. Isachenko, M. Rau, N. T. Yaşar, Centre for Applied Turkey Studies, Août 2021, *Visualizing Turkey's Foreign Policy Activism*, <https://www.cats-network.eu/topics/visualizing-turkeys-foreign-policy-activism#:~:text=It%20is%20currently%20conducting%20military,continue%20over%20the%20long%20term>

<sup>43</sup> Ana Pouvreau, Revue Défense Nationale, 2020, *Les forces armées turques face aux nouveaux défis stratégiques*, (N°829), p. 83-89

l'Égypte, la Syrie et la Libye. En 2014, dans le cadre de cette alliance, la coopération s'est étendue à l'entraînement des forces armées et à la possibilité de déploiements mutuels. Le premier contingent turc est arrivé à Doha en Octobre 2015, et un commandement interarmées commun entre le Qatar et la Turquie (Qatar-Turkey Combined Joint Force Command, QTCJFC) a été mis en place. En 2016, la construction d'une base militaire turque permanente au Qatar a été annoncée, suivi en 2018 par la construction d'une base navale, visant à établir une présence militaire turque totale d'environ 3 000 soldats dans le Golfe.<sup>44</sup>

Depuis le début de la dernière décennie, le continent africain représente une opportunité pour la Turquie de poursuivre ses objectifs stratégiques et économiques. Cette importance stratégique s'explique par les moyens significatifs déployés pour faire face à la grave crise sécuritaire causée par l'action des groupes djihadistes actifs dans ces territoires.

Ces groupes sont déjà très actifs dans ces régions, qui sont également affectées par des problèmes complexes de fragilité institutionnelle

En Somalie, les TSK sont présentes avec plusieurs bases militaires. La plus grande et la plus significative a été inaugurée en 2017 à Mogadiscio, entre l'aéroport et le port. L'objectif principal de cette présence est de former et de renforcer les forces de sécurité et militaires somaliennes pour faire face à la menace posée par le groupe terroriste al-Shabab dans la région.<sup>45</sup>

Enfin, au Soudan, la Turquie avait pour projet de construire une nouvelle base militaire sur l'île de Suakin en mer Rouge afin de contrer l'influence régionale de l'Égypte, des Émirats Arabes Unis et de l'Arabie Saoudite. Après des négociations avec le gouvernement local dirigé par l'ancien président Omar Hasan Ahmad al-Bashir, un bail de 99 ans avait été convenu pour l'île. Cependant, la destitution de Bashir par un coup d'État en 2019 et le chaos qui a suivi ont entraîné l'abandon temporaire du projet.<sup>46</sup>

---

<sup>44</sup> Ana Pouvreau, Revue Défense Nationale, 2020, *Les forces armées turques face aux nouveaux défis stratégiques*, (N°829), pages 83-89

<sup>45</sup> Ana Pouvreau, Revue Défense Nationale, 2020, *Les forces armées turques face aux nouveaux défis stratégiques*, (N°829), pages 83-89

<sup>46</sup> Ana Pouvreau, Revue Défense Nationale, 2020, *Les forces armées turques face aux nouveaux défis stratégiques*, (N°829), pages 83-89

## 2- Les rapports de force régionaux

Les relations de pouvoir de la Turquie au Moyen-Orient et sur la scène mondiale sont façonnées par un mélange d'héritage historique, de position géographique stratégique, de puissance militaire, d'ambitions économiques et d'une politique étrangère dynamique.

- **Grèce** : La Grèce a longtemps été considérée comme l'un des ennemis historiques de l'Empire ottoman, puis de la Turquie républicaine. De la rivalité entre l'Empire byzantin et l'Empire ottoman, qui a culminé avec la chute de Constantinople en 1453, à la guerre d'indépendance grecque (1821-1830) qui a libéré la Grèce de la domination ottomane, jusqu'à la victoire turque lors de la guerre gréco-turque de 1919-1922 menant à la création de la Turquie républicaine, les relations entre les deux pays ont toujours été complexes et marquées par des tensions.

Bien que tous deux soient membres de l'OTAN, des disputes territoriales et des crises diplomatiques ont continué à surgir au cours de la seconde moitié du XXe siècle et des premières décennies du XXIe siècle, augmentant les risques de conflit.

Les principaux points de discorde sont Chypre et les îles de la mer Égée. Depuis 1974, Chypre est divisée entre une partie nord, soutenue par la Turquie, et une partie sud, de traditions historiques et culturelles pro-grecques. Les îles de l'Égée font également l'objet de litiges territoriaux, exacerbés par la présence de gisements d'hydrocarbures sous-marins convoités par les deux pays.

Dans la région de l'Égée, la Turquie dispose d'une flotte plus grande et technologiquement avancée, ainsi que d'une supériorité aérienne et terrestre significative. En revanche, la Grèce, bien que numériquement et technologiquement inférieure, est membre de l'Union européenne. Selon l'article 42.7 du Traité sur l'UE, en cas d'agression, elle doit recevoir assistance et aide de la part des autres États membres.<sup>47</sup>

De plus, la Grèce a signé un accord d'assistance mutuelle avec la France en 2021.

Ainsi, en cas de grave crise diplomatique entre les deux pays il semble donc peu probable de nombreux États européens et de l'OTAN se rangent du côté de la Turquie.

---

<sup>47</sup> Traité sur l'Union Européenne, 1992, *Article 42.7*

- **Russie** : Les relations entre la Russie et la Turquie sont complexes et caractérisées par des périodes de rapprochement géopolitique et des moments de crise diplomatique. Pendant des décennies, la Turquie a représenté le dernier bastion de l'OTAN à l'est, face à la puissance de la Russie. Sur le plan militaire, il n'y a pas de comparaison possible entre les deux pays, avec une supériorité écrasante de la Russie (indice de puissance militaire de 0,0702) par rapport à celle de la Turquie (0,1697), le seul avantage de cette dernière étant sa position géographique stratégique.<sup>48</sup>

Ces dernières années, les deux pays se sont affrontés dans plusieurs conflits régionaux, adoptant des positions divergentes en Syrie, en Libye, au Haut-Karabakh et plus récemment en Ukraine.

Après l'invasion de cette dernière par la Russie en février 2022, la Turquie a suivi une politique ambivalente. D'un côté, elle a soutenu Kiev avec du matériel militaire et un appui diplomatique, critiqué l'attaque russe et assuré la continuité des exportations ukrainiennes de blé via la mer Noire et le Bosphore. De l'autre, la Turquie a choisi de ne pas adhérer aux sanctions économiques occidentales ni au blocage des importations d'hydrocarbures et de gaz en provenance de Russie, poursuivant ainsi ses échanges commerciaux avec des pays comme l'Inde et la Chine.

Sur le plan stratégique, la Turquie a obtenu un avantage régional avec la victoire de l'Azerbaïdjan (historiquement et culturellement proche de la Turquie) sur l'Arménie (alliée de la Russie) dans la région du Haut-Karabakh, profitant de l'engagement de la Russie en Ukraine. En revanche, en Syrie, la Turquie a été désavantagée par l'alliance Iran-Russie qui soutient le gouvernement d'Assad. Enfin, une grande préoccupation pour la Turquie est la présence militaire et navale croissante de la Russie en mer Noire, qui pourrait limiter et contrer l'influence et les capacités turques dans cette région maritime.

- **Iran** : Iran et Turquie sont des rivaux naturels. Cette rivalité entre Turcs et Perses, est ancrée depuis des siècles. Depuis au moins un millénaire, cette rivalité influence grandement les équilibres géopolitiques en Asie occidentale.

---

<sup>48</sup> Global Firepower, 2024 *Comparison of Russia and Türkiye Military Strengths*, <https://www.globalfirepower.com/countries-comparison-detail.php?country1=russia&country2=turkey>

Bien que les deux États ne soient jamais parvenus à un véritable affrontement direct, ils se sont opposés dans de nombreux conflits régionaux au Moyen-Orient, comme en Irak et en Syrie, où ils soutiennent des camps adverses.

Selon Global Firepower, la Turquie est la première puissance militaire régionale (indice de puissance de 0,1697), suivie par l'Iran (0,2269), l'Égypte (0,2283) et Israël (0,2596).<sup>49</sup> Malgré cela, l'Iran présente des avantages sur la Turquie dans six des huit catégories analysées : puissance aérienne, puissance terrestre, ressources naturelles, ressources financières, logistique et géographie. La Turquie, quant à elle, domine dans les domaines de la main-d'œuvre et de la puissance navale.<sup>50</sup>

Il est cependant peu probable que ces deux pays entrent en conflit ouvert. Il est beaucoup plus plausible qu'ils continuent de s'affronter indirectement dans les nombreux scénarios de crise au Moyen-Orient, chacun cherchant à promouvoir ses intérêts géopolitiques et stratégiques.

- **Arabie Saoudite et les Monarchies du Golfe** : Les relations entre la Turquie, l'Arabie saoudite et les autres monarchies du Golfe (comme les Émirats arabes unis, Bahreïn et le Qatar) sont devenues un sujet d'intérêt majeur pour les analystes politico-stratégiques. En effet, le potentiel militaire de la Turquie et le potentiel économique des pays du Golfe pourraient influencer de manière décisive l'avenir du Moyen-Orient.

Le politologue Gilles Kepel a souligné cette dynamique dans son ouvrage de 2021 intitulé « Le prophète et la pandémie : Du Moyen-Orient au jihadisme d'atmosphère ». Kepel décrit un Moyen-Orient divisé en deux blocs : d'un côté, les pays des accords d'Abraham, et de l'autre, l'alliance entre les Frères musulmans et les chiites iraniens.<sup>51</sup>

Le 5 juin 2017 a marqué un tournant décisif dans cette division. Ce jour-là, Mohammed bin Zayed et Mohammed bin Salman, les princes héritiers des Émirats arabes unis et de l'Arabie saoudite, ont ordonné, avec le soutien de l'Égypte, de Bahreïn et du Yémen, de

---

<sup>49</sup> Global Firepower, 2024, *Comparison of Iran and Türkiye Military Strengths*, <https://www.globalfirepower.com/countries-comparison-detail.php?country1=iran&country2=turkey>

<sup>50</sup> Global Firepower, 2024, *Comparison of Iran and Türkiye Military Strengths*, <https://www.globalfirepower.com/countries-comparison-detail.php?country1=iran&country2=turkey>

<sup>51</sup> Gilles Kepel, 2021, *Le prophète et la pandémie : Du Moyen-Orient au jihadisme d'atmosphère*, éditions Gallimard, p. 61-72

rompre les relations diplomatiques avec le Qatar. Le Qatar était accusé de soutenir secrètement des groupes terroristes, dont certains pro-iraniens, perçus comme des menaces potentielles pour la stabilité régionale.<sup>52</sup>

Le Qatar est souvent vu comme le principal soutien financier des Frères musulmans, finançant leurs projets politiques, économiques et sociaux à travers le monde. En Turquie, l'ascension d'Erdoğan et de l'AKP, un parti considéré comme proche des Frères musulmans, a été soutenue par des investissements qatari importants, qui ont aidé à stabiliser l'économie et la monnaie nationale turques. Ce soutien a renforcé les liens politiques et stratégiques entre les deux nations.

Depuis le début du blocus imposé au Qatar, la Turquie a été le principal soutien du petit État, isolé sur le plan international et stratégique. La présence des forces turques (TSK) au Qatar, aux côtés des unités américaines de la base d'Al Udeid, ainsi que l'énorme richesse du fonds souverain qatari, ont permis au Qatar de résister aux sanctions imposées par ses voisins. En début 2021, le blocus a été levé grâce aux médiations du Koweït et des États-Unis.

Concernant l'Arabie Saoudite, les relations avec la Turquie ont été tendues après l'assassinat du journaliste saoudien dissident Jamal Khashoggi en octobre 2018 dans le consulat saoudien à Istanbul. Toutefois, récemment, les relations se sont améliorées, en partie grâce au soutien économique apporté à la Turquie. Les investissements directs saoudiens dans l'économie turque ont offert un flux financier crucial, tandis que la Turquie a pu vendre aux Saoudiens des équipements militaires de pointe produits localement.

Stratégiquement, l'Arabie saoudite (23ème puissance mondiale) est généralement considérée comme inférieure à la Turquie (8ème puissance mondiale) en termes militaires, sauf dans les domaines de la puissance aérienne, des ressources naturelles (pétrole), et de la situation financière et géographique. Malgré cela, un conflit entre les deux puissances semble peu probable, principalement en raison de la dépendance de la Turquie à l'égard des capitaux étrangers. Il est plus probable que les deux pays continuent

---

<sup>52</sup> Gilles Kepel, 2021, *Le prophète et la pandémie : Du Moyen-Orient au jihadisme d'atmosphère*, éditions Gallimard, pages 61-72

de soutenir des positions et des acteurs différents dans les crises et conflits régionaux, comme cela a déjà été observé dans le cas de l'Iran.<sup>53</sup>

- **Israël** : Les relations entre Israël et la Turquie sont marquées par une interaction complexe de coopération et de conflit. Bien que la Turquie ait été l'un des premiers grands pays musulmans à reconnaître officiellement l'État d'Israël en 1949, les deux nations ont traversé des crises diplomatiques majeures au fil des décennies, allant jusqu'à rompre leurs relations à plusieurs reprises.

Ces désaccords politiques se sont principalement concentrés sur la question palestinienne. En 2010, un incident majeur s'est produit lorsque la flottille pro-palestinienne organisée par l'ONG turque Insani Yardim Vakfi (Fondation pour les droits de l'homme, les libertés et l'aide humanitaire) a tenté de briser le blocus naval israélien de Gaza pour apporter une aide humanitaire. Les forces spéciales israéliennes ont intercepté et arraisonné le navire, entraînant des affrontements qui ont causé la mort de neuf activistes turcs. Cet incident a conduit à la suspension immédiate des relations diplomatiques entre Israël et la Turquie, incluant l'expulsion de l'ambassadeur israélien d'Ankara.

Depuis cet événement, les relations entre les deux pays ont eu du mal à revenir à la normale : la Turquie a continué à accuser Israël d'être un État terroriste, tandis qu'Israël a reproché à la Turquie de soutenir le Hamas et les tensions se sont exacerbées après les événements du 7 octobre 2023.

Pourtant, au début du XXI<sup>e</sup> siècle, de nombreux analystes pensaient que la Turquie et Israël, en tant qu'alliés des États-Unis, pourraient jouer un rôle clé dans la pacification et la gestion de la région du Moyen-Orient.<sup>54</sup>

Sur le plan stratégique et militaire, Israël est classé 17<sup>e</sup> puissance mondiale selon l'indice de puissance militaire (0,2596), tandis que la Turquie se classe 8<sup>e</sup>. La Turquie est

---

<sup>53</sup> Global Firepower, 2024, *Comparison of Iran and Turkiye Military Strengths*  
<https://www.globalfirepower.com/countries-comparison-detail.php?country1=iran&country2=turkey>

<sup>54</sup> Stephen Kinzer, The New York Times, Août 28, 1999, *Quake Relief Shows Israel Feels Deeply For Turkey*

supérieure dans la plupart des domaines analysés, à l'exception de la puissance aérienne et de la position géographique, où Israël a un avantage.

En cas de conflit entre les deux pays, bien que la Turquie soit un membre officiel de l'OTAN, il semble peu probable que les États-Unis et d'autres puissances occidentales choisissent de la soutenir, préférant maintenir leurs relations historiques et stratégiques avec Israël.<sup>55</sup>

Pour conclure les relations militaires et la dynamique du pouvoir entre la Turquie et les États examinés dans ce chapitre nous donnent un aperçu de la façon dont la Turquie émerge en tant que puissance stratégique régionale avec des aspirations mondiales.

Parlons de la sécurité et de la défense d'un pays, qui sont fondamentales pour son développement. La force de ses forces armées, l'avancement technologique de ses armes et les infrastructures de défense jouent un rôle crucial dans la détermination de son statut de puissance, avec sa capacité d'influencer de façon soft ou hard les autres pays de la région.

En outre, il y a les alliances militaires stratégiques et les partenariats, ainsi que la position géopolitique qui permettent au pays d'exercer une influence dans sa région. Lorsque des alliances sont formées avec des pays voisins ou avec d'autres puissances régionales et qu'une présence militaire solide est maintenue, le pays devient un acteur pertinent, influençant les dynamiques régionales.

Il semble donc approprié de considérer que les récents investissements dans les forces armées et l'armement, qui ont fait de la Turquie la première puissance militaire de la région du Moyen-Orient et la huitième au niveau mondial, ont servi au gouvernement AKP comme un outil géopolitique capable d'influencer les critères stratégiques de son émergence. Ces investissements comblent d'importantes lacunes observées dans le chapitre précédent, où nous avons analysé certains critères économiques de la Turquie, quelque peu déficients et nécessitant des améliorations.

---

<sup>55</sup> Global Firepower, 2024, *Comparison of Israel and Turkiye Military Strengths*, <https://www.globalfirepower.com/countries-comparison-detail.php?country1=israel&country2=turkey>

### 3- Les partnerships stratégiques

La Turquie occupe une position géographique unique en étant à la fois en Europe et en Asie, ce qui lui confère un rôle essentiel dans les efforts visant à stabiliser et pacifier le Moyen-Orient. Cette région est depuis longtemps en proie à des crises et des conflits armés qui ont sapé sa stabilité, ainsi qu'à des tensions internationales telles que l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Dans ce contexte, la Turquie s'efforce de jouer un rôle de médiation entre les différentes parties en conflit, cherchant à promouvoir le dialogue et à trouver des solutions pacifiques aux crises qui secouent la région.

Grâce à la combinaison de matériel militaire produit dans le pays et de bases et d'accès à l'étranger, la Turquie a développé des capacités opérationnelles interrégionales à la recherche d'un rôle de puissance régionale et d'un dialogue avec un grand nombre d'États et d'acteurs internationaux.

En se référant aux théories des relations internationales, nous pouvons donc constater que les efforts de la Turquie se répartissent entre les approches réaliste, libérale et constructiviste : du côté réaliste, elle a recherché la puissance en le considérant comme facteur principal, conforme à la définition de l'intérêt national de Hans Morgenthau en termes de puissance.<sup>56</sup>

En revanche, les approches libérales et constructivistes adoptés par la Turquie ont cherché à encourager la coopération entre les États pour promouvoir la paix, en voyant les relations internationales comme une construction sociale.

Cette nouvelle empreinte mondiale de la Turquie a été et continue d'être caractérisée par différents modes de présence opérationnelle et de dialogue dans différents scénarios au niveau international en développant de nombreux partenariats stratégiques. Selon l'école des relations internationales, ces faits attestent de l'émergence d'une puissance régionale ou mieux la confirmation que la Turquie est une puissance émergente avec des ambitions régionales et globales

---

<sup>56</sup> Hans Morgenthau, 1948, *Politics Among Nations. The Struggle for Power and Peace*

- Le rôle turc dans l'OTAN : la Turquie est officiellement entrée dans l'OTAN le 18 février 1952, suite à son engagement en 1950 où elle a fourni une aide militaire et économique en réponse à l'appel de l'ONU pour stopper l'invasion de la Corée du Sud par la Corée du Nord. Près de 25 000 soldats turcs se sont engagés sur le terrain, et malheureusement, environ 6 000 d'entre eux ont perdu la vie.

Ce sacrifice immense a valu à la Turquie une reconnaissance considérable et lui a ouvert les portes de l'alliance atlantique, même si certains pays doutaient de sa démocratie. Au fil des ans, la Turquie a joué un rôle crucial dans la protection contre la menace soviétique en raison de sa position géographique stratégique et s'est rapprochée de plus en plus des nations occidentales. La présence de la Turquie au sein de l'OTAN a permis une coopération active avec les autres États membres sur les questions de défense et de sécurité. Cela s'est concrétisé par des exercices militaires conjoints et un partage de renseignements crucial pour la sécurité collective.

- En plus de son adhésion à l'OTAN, la Turquie a établi au fil des ans des partenariats stratégiques solides avec les États-Unis. Ces partenariats ont été marqués par la fourniture continue d'équipements militaires de pointe et la tenue d'exercices militaires conjoints. Cependant, malgré cette coopération, les deux pays ont souvent été confrontés à des moments de crise en raison de divergences dans leurs priorités stratégiques, notamment dans les situations de crise et de conflit qui ont caractérisé la région du Moyen-Orient et au-delà.

Il est important de souligner la controverse entourant l'acquisition par la Turquie en 2019 des avions de combat F-35 et du système de missiles russe S-400. Cette acquisition a suscité des préoccupations en matière de sécurité au sein de l'OTAN et a entraîné l'exclusion de la Turquie du programme d'achat de nouveaux chasseurs-bombardiers F-35, ainsi que de la formation du personnel pour leur utilisation opérationnelle.

Par ailleurs, la Turquie a développé des partenariats de coopération en matière de défense avec plusieurs pays européens, y compris des membres de l'OTAN, impliquant la vente d'armes et la collaboration technologique.

Dans le cadre de ses relations au Moyen-Orient et en Afrique, la Turquie a cherché à renforcer ses partenariats stratégiques avec des pays tels que le Qatar, l'Azerbaïdjan, la Libye et la Somalie. Ces partenariats se concentrent notamment sur la défense et la vente

d'équipements technologiques militaires, tout en visant à accroître le poids et l'influence de la Turquie dans les nouveaux scénarios géopolitiques de la région.

- La Turquie a développé des partenariats clés dans le domaine de l'industrie de la défense avec certaines des plus grandes puissances économiques et militaires du monde. Elle a signé des accords avec des pays tels que les États-Unis, l'Allemagne, l'Italie et la Corée du Sud. Ces collaborations visent à produire du matériel militaire de pointe et à faciliter le transfert de technologies entre les partenaires.

- Enfin, la Turquie joue un rôle dynamique au sein des alliances régionales et des traités de coopération régionale. Parmi celles-ci, on compte l'Organisation de la coopération islamique (OCI), qui regroupe 57 États et œuvre à la coopération politique, au développement économique, aux affaires sociales et culturelles, à l'assistance humanitaire, à la résolution des conflits et à la médiation.

Il y a également l'Organisation de coopération économique (OCE), une organisation régionale intergouvernementale composée de 10 États situés entre l'Asie centrale et le Moyen-Orient. Son objectif est de promouvoir la coopération économique, le commerce et l'investissement entre ses membres pour favoriser le développement économique et l'intégration régionale.

Enfin, la Turquie participe en tant que partenaire de dialogue à l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), une organisation politique, économique et de sécurité comprenant 9 membres. Les activités de l'OCS couvrent la coopération dans les domaines de la sécurité, de l'énergie, de l'économie, du dialogue politique, des échanges culturels et humanitaires, ainsi que de l'intégration régionale.

En conclusion, l'analyse approfondie de la capacité opérationnelle des forces armées turques, des relations de pouvoir régionales et non-régionales de la Turquie, ainsi que de ses partenariats stratégiques met en lumière une image complexe et dynamique du rôle de ce pays sur la scène mondiale. Les forces armées turques se distinguent par leur modernisation constante et leur adaptabilité aux défis contemporains, ce qui les positionne comme une force régionale significative et parfois même mondiale.

Sur le plan des relations de pouvoir, la Turquie entretient des liens complexes avec ses voisins et les autres puissances internationales.

Ces relations oscillent entre la coopération économique et sécuritaire et la compétition stratégique, reflétant les intérêts multiples et parfois divergents de la Turquie dans la région et au-delà.

Les alliances traditionnelles évoluent et de nouveaux partenariats émergent, redessinant le paysage géopolitique de la région.

Les partenariats stratégiques de la Turquie jouent un rôle crucial dans sa projection de puissance et la poursuite de ses intérêts nationaux. Que ce soit à travers des alliances militaires telles que l'OTAN, ou avec les États-Unis, des partenariats économiques avec des pays de l'Union européenne, ou des initiatives de coopération dans le domaine énergétique et stratégique (comme l'OCI, OCE, OCS), ces partenariats offrent à la Turquie des opportunités de renforcer son influence et d'affirmer son rôle en tant qu'acteur majeur dans les affaires mondiales.

En somme, la Turquie continue d'évoluer en tant que joueur clé dans la politique mondiale, avec des implications majeures pour la sécurité régionale et la stabilité mondiale. Son positionnement stratégique unique, son potentiel économique et militaire, ainsi que ses relations complexes avec les acteurs régionaux et mondiaux font de la Turquie un acteur incontournable dont les actions et les décisions auront un impact significatif sur le paysage géopolitique mondial dans les années à venir.

Nous pouvons donc affirmer que de point de vue stratégique/militaire la Turquie peut être donc considérée comme une puissance émergente sur la scène internationale et régionale grâce à ses capacités et initiatives militaire et de politique étrangère qui lui permettent de

participer activement dans de nombreux partenariats stratégiques et de renforcer sa vocation de puissance émergente sur la scène internationale.

## **Chapitre III : La Turquie et les relations internationales : entre soft power et hard power**

Dans ce troisième chapitre nous proposons d'explorer tout d'abord la politique étrangère turque, en mettant en lumière l'ascension du « néo-ottomanisme » et le rôle crucial d'Ahmet Davutoğlu dans la redéfinition des objectifs et des stratégies de la Turquie sur la scène internationale. Nous analyserons comment ce concept de « néo-ottomanisme », avec l'ambition de restaurer l'influence et la puissance historique de la Turquie dans les régions autrefois sous la domination ottomane, s'est intégré dans la politique étrangère actuelle.

Par ailleurs nous aborderons le poids politique de la diaspora turque à travers le monde. Ces communautés jouent une fonction clé dans la promotion des intérêts nationaux et le renforcement des liens entre la patrie et les Turcs à l'étranger. La diaspora contribue de manière significative à l'influence globale de la Turquie, facilitant la diplomatie publique et renforçant les relations bilatérales avec les pays d'accueil.

En outre, nous examinerons comment la Turquie équilibre l'utilisation du soft power et du hard power pour atteindre ses objectifs géopolitiques. Nous nous pencherons sur les initiatives culturelles, éducatives et économiques qui illustrent le soft power, ainsi que sur les engagements militaires et sécuritaires qui témoignent de l'application du hard power. Cette combinaison permet à la Turquie de s'affirmer comme une puissance émergente et de jouer un rôle actif dans les négociations internationales.

Enfin, nous aborderons la participation croissante de la Turquie dans les forums internationaux et les groupes de puissances émergentes, tels que le G20 et d'autres plateformes multilatérales. Cela montre la volonté de la Turquie de s'impliquer dans la gouvernance mondiale et de contribuer à la résolution des défis globaux.

À travers cette analyse, nous chercherons à comprendre comment la Turquie navigue dans un environnement international complexe et en constante évolution, tout en affirmant son influence et ses intérêts nationaux dans un monde multipolaire. En examinant ces

différents aspects, nous pourrons mieux saisir les stratégies et les ambitions de la Turquie contemporaine, ainsi que les défis et les opportunités qu'elle rencontre en tant qu'acteur majeur sur la scène internationale. Ce chapitre mettra en lumière les éléments clés qui façonnent la politique étrangère turque et sa quête de leadership régional et mondial.

## 1- L'évolution de la politique étrangère turque

La période pendant laquelle Mustafa Kemal Atatürk a été au pouvoir dans la nouvelle Turquie a été caractérisée par d'innombrables développements dans tous les domaines qui ont fait de la nouvelle nation un emblème du progressisme et de la modernité. Un grand nombre des réformes menées à cette époque ont également porté sur les relations diplomatiques avec les États étrangers, et la Constitution de 1924 a confié au Président de la République un rôle central en matière de politique étrangère et de sécurité internationale.

Entre les deux guerres mondiales, la diplomatie turque avait cherché tout le possible afin de promouvoir la paix mondiale, à travers des amitiés, des tentatives de favoriser la réconciliation, et en essayant de rester neutres et solidaires pour éviter de nouveaux conflits.<sup>57</sup>

Au cours de cette période historique, les efforts diplomatiques les plus importants s'étaient concentrés sur les Balkans et le Moyen-Orient, deux régions marquées par un long et important héritage ottoman.

Le pacte balkanique signé le 9 février 1934 avec la Grèce, la Roumanie et la Yougoslavie pour éviter l'éclatement de conflits locaux et le traité de non-agression de Saadabad du 8 juillet 1937 avec l'Irak, l'Iran et l'Afghanistan sont à considérer comme la base de cette volonté politique.

Après la Seconde Guerre mondiale, alors que les États-Unis devenaient clairement la nouvelle superpuissance mondiale, la Turquie a été à la fois impressionnée par leur puissance et préoccupée par la détérioration des relations avec l'URSS. C'est ainsi qu'elle s'est peu à peu tournée vers l'Occident. En tant que membre fondateur de la Conférence de San Francisco, où la Charte des Nations unies a été signée, la Turquie a montré son engagement envers les idéaux occidentaux.

Avec l'adhésion à l'OTAN en 1952, ce rapprochement s'est consolidé, mais malheureusement, les relations avec les pays du Moyen-Orient en ont pâti : la

---

<sup>57</sup> Güçlü Yücel, 2000, *The basic principles and practices of the Turkish foreign policy under Atatürk*, <https://belleten.gov.tr/tam-metin-pdf/2581/eng>

reconnaissance d'Israël par la Turquie et les souvenirs du soutien arabe durant la lutte contre l'Empire Ottoman ont eu un impact négatif sur les chances de dialogue.

La proximité géopolitique avec les États-Unis n'a pas été bien accueillie par certaines parties de la société turque, surtout les étudiants et les militaires, qui y voyaient une trahison des idéaux kémalistes. Bien qu'il y ait eu des moments tendus dans les relations turco-américaines, comme la crise chypriote de 1974 et des mouvements de protestation au sein de la société violemment réprimée, cela n'a pas conduit à des changements radicaux dans les décennies suivantes. La Turquie a continué à entretenir des liens amicaux avec l'Occident.

L'avènement de nouveaux partis et dirigeants sur la scène politique dans les années 1980 a vu émerger la figure déjà citée de Halil Turgut Özal et son parti, la Mère Patrie (Anavatan Partisi, ANAP).

Özal, un libéral admirateur des gouvernements de Margaret Thatcher au Royaume-Uni et de Ronald Reagan aux États-Unis, a promu des réformes économiques visant à ouvrir l'économie turque aux marchés internationaux. De plus, il a cherché à établir des liens étroits et directs avec l'administration américaine dans le domaine stratégique, en permettant l'utilisation des bases aériennes et militaires turques pour la planification et la mise en œuvre d'opérations pendant la Première Guerre du Golfe.

Cependant, ces concessions ont accru l'isolement de la Turquie dans la région, notamment aux yeux des pays arabes, qui la percevaient désormais comme un simple instrument des intérêts américains et occidentaux au Moyen-Orient.

L'évolution historique de la politique étrangère turque, qui est passée d'une position prudente et neutre à celle d'une puissance émergente, reflète donc les ambitions plus larges du pays sur la scène mondiale. En combinant croissance économique, diplomatie stratégique, capacités militaires et influence culturelle, la Turquie a cherché à redéfinir son rôle et à renforcer son influence dans un monde de plus en plus multipolaire.

La perception de la politique étrangère turque est liée à son statut de puissance émergente grâce à ses ambitions stratégiques, ses initiatives économiques, ses capacités militaires et

son ouverture culturelle, ce qui lui permet de projeter de plus en plus son influence et de façonner la dynamique régionale et mondiale grâce à une approche à multiples facettes.

Cette voie est représentative d'un pays qui cherche résolument à passer d'un rôle d'acteur régional à celui de puissance mondiale émergente, souhaitant s'affirmer par un rôle indépendant et influent plutôt que de se contenter de suivre les puissances occidentales.

## 2- Le Néo-Ottomanisme dans la politique étrangère turque et Ahmet Davutoğlu

Comme indiqué précédemment, le gouvernement de Halil Turgut Özal, Premier ministre de 1983 à 1989, puis Président de la République jusqu'à sa mort en 1993, a marqué un moment d'ouverture économique et politique au monde extérieur.

Cette période a également représenté une alternative claire au modèle de société kémaliste, caractérisé par les six flèches du kémalisme : Republicanisme, Laïcité, Nationalisme, Populisme, Étatisme, Réformisme ou Révolutionnarisme.

L'emblème kémaliste en matière de politique étrangère et de relations internationales, qui avait toujours tourné autour de la célèbre phrase prononcée par Kemal en 1931 lors de ses tournées "Paix à l'intérieur, paix dans le monde" et qui avait dominé la république depuis sa fondation, a donc été opposé à l'ouverture partielle faite par Özal vers les partis de l'islam politique et définie par de nombreux théoriciens comme la "synthèse turco-islamique".<sup>58</sup>

À la base de cette pensée, une grande importance a été accordée à la tradition et à l'héritage ottomans : ce n'est pas une coïncidence si, depuis les années 1990, grâce à l'intellectuel Cengiz Candar, ancien conseiller en politique étrangère d'Özal, le terme « néo-ottomanisme » a été inventé.<sup>59</sup>

Que recouvrait ce concept ? L'idée fondamentale était un changement radical de la politique étrangère turque qui devait voir le pays devenir un acteur actif après des années d'isolement, s'ériger en puissance et en leader régional dans l'espace eurasiatique en basant ses relations diplomatiques sur son solide héritage ottoman.

La victoire de l'AKP aux élections législatives de novembre 2002, dans un contexte extrêmement complexe, a marqué le début de l'engagement politique de celui

---

<sup>58</sup> Eralp A., Tünay M. e Yeşilada B., 1993, *The Political and Socioeconomic Transformation of Turkey*, Praeger Publishers, Westport e Londra, p.169–92.

<sup>59</sup> Murinson Alexander, 2006, *The Strategic Depth Doctrine of Turkish Foreign Policy*, Routledge, Londra, United Kingdom, Vol. 42, No. 6 (Nov., 2006), p. 946-947, Academia, [https://www.academia.edu/449496/The\\_Strategic\\_Depth\\_Doctrine\\_of\\_Turkish\\_Foreign\\_Policy](https://www.academia.edu/449496/The_Strategic_Depth_Doctrine_of_Turkish_Foreign_Policy)

qui est considéré comme le pionnier et l'initiateur de cette nouvelle perspective de la politique étrangère turque : Ahmet Davutoğlu.

Professeur à l'université de Beykent à Istanbul et expert en relations internationales et en sciences politiques (titulaire d'un doctorat de l'université du Bosphore), connu pour sa pensée islamo-conservatrice, il a été nommé nouveau ministre des affaires étrangères par le gouvernement Erdoğan en 2009, obtenant des pouvoirs élargis au sein de son ministère et devenant l'un des principaux conseillers stratégiques du Premier Ministre.

Reconnu très tôt par la presse et les analystes internationaux comme le "cerveau du réveil mondial de la Turquie" <sup>60</sup>, Davutoğlu avait déjà exprimé sa vision novatrice de la politique étrangère en 1998, dans un article publié dans le *Journal of International Affairs* et intitulé "The Clash of Interests : An Explanation of the World (Dis)Order" (Le choc des intérêts : une explication du (dés)ordre mondial). Il y proposait de réduire le rôle des États-Unis dans la région et dans la dynamique mondiale, ainsi que de soutenir un dialogue renouvelé entre les nations afin de prévenir les conflits et les crises. <sup>61</sup>

En 2001, Davutoğlu a ensuite approfondi et analysé sa nouvelle théorie sur la politique étrangère turque dans le livre "Stratejik Derinlik: Türkiye'nin Uluslararası Konumu" (« Profondeur stratégique : la position internationale de la Turquie »), qui a suscité un grand intérêt.

La doctrine de la profondeur stratégique, comme elle a été appelée, était basée sur plusieurs concepts et facteurs qui avaient émergé au cours des années précédentes :

- « L'innovation néo-ottomane introduite à l'époque d'Özal ;
- L'ouverture et les liens avec les pays de l'Est et de l'Afrique qui se sont produits sous le gouvernement de Necmettin Erbakan, leader des islamistes pré-AKP ;

---

<sup>60</sup> Foreign Policy, Décembre 2010, *Foreign Policy's Second Annual List of the 100 Top Global Thinkers*, [https://web.archive.org/web/20101212215853/http://www.foreignpolicy.com/articles/2010/11/29/the\\_fp\\_top\\_100\\_global\\_thinkers?page=0%2C6](https://web.archive.org/web/20101212215853/http://www.foreignpolicy.com/articles/2010/11/29/the_fp_top_100_global_thinkers?page=0%2C6)

<sup>61</sup> Ahmet Davutoğlu, Décembre 1997-Février 1998, *Journal of International Affairs*, *The clash of interests: an explanation of the world (dis)order*, Volume II, Numéro 4

- L'innovation géopolitique introduite par Davutoğlu lui-même quelques années plus tôt. »<sup>62</sup>

L'accent était mis sur la situation géographique de la Turquie, située au milieu de plusieurs régions et à cheval sur deux continents, qui aurait pu lui conférer un rôle de médiateur entre les États environnants, en représentant un pont entre les intérêts divergents et en évitant les conflits potentiels.

Cependant, ce potentiel avait été largement négligé dans le passé.

"La profondeur géographique fait partie de la profondeur historique. Par exemple, la Turquie n'est pas un vieux pays méditerranéen comme les autres. Une caractéristique importante qui distingue la Turquie de la Roumanie ou de la Grèce, par exemple, est qu'elle est à la fois un pays du Moyen-Orient et un pays du Caucase. Contrairement à l'Allemagne, la Turquie est autant un pays européen qu'un pays asiatique. En effet, la Turquie est autant un pays de la mer Noire que de la Méditerranée. Cette profondeur géographique place la Turquie au centre de nombreuses influences géopolitiques".<sup>63</sup>

---

<sup>62</sup> Alexander Murinson, 2006, *The Strategic Depth Doctrine of Turkish Foreign Policy*, Routledge, Londra, United Kingdom, Vol. 42, No. 6 (Nov., 2006), pp. 946-947, ripreso da Academia, [https://www.academia.edu/449496/The\\_Strategic\\_Depth\\_Doctrine\\_of\\_Turkish\\_Foreign\\_Policy](https://www.academia.edu/449496/The_Strategic_Depth_Doctrine_of_Turkish_Foreign_Policy)

<sup>63</sup> The Turkish Daily News, 15 September 2001, *The "Strategic Depth" that Turkey Needs, An Interview with Ahmet Davutoglu*, riportata da Alexander Murinson, 2006, *The Strategic Depth Doctrine of Turkish Foreign Policy*, Routledge, Londra, United Kingdom, Vol. 42, No. 6 (Nov., 2006), pp. 946-947 e ripreso da Academia, [https://www.academia.edu/449496/The\\_Strategic\\_Depth\\_Doctrine\\_of\\_Turkish\\_Foreign\\_Policy](https://www.academia.edu/449496/The_Strategic_Depth_Doctrine_of_Turkish_Foreign_Policy)

Sous cette dynamique, des engagements actifs ont été recherchés avec les pays voisins du Moyen-Orient, du Caucase et des Balkans, ainsi qu'avec la communauté internationale au niveau mondial, à travers des initiatives axées sur le concept de "zéro problème avec nos voisins"<sup>64</sup>. Pourtant, malgré nos bonnes intentions, cette politique a vite été confrontée à une réalité plus complexe, marquée par d'importants défis, notamment dans le contexte des Printemps Arabes et des nombreux conflits régionaux.

Durant son mandat en tant que ministre des Affaires étrangères, Davutoğlu a tenté de diversifier les relations étrangères turques par rapport à leurs liens historiques avec l'Occident. Cela s'est manifesté par l'ouverture d'un dialogue avec des pays en Afrique, en Amérique latine et en Asie, dans le but de développer des opportunités commerciales et d'investissement, cherchant ainsi à élargir notre horizon diplomatique.

En 2016, nous avons assisté à l'émergence de divergences significatives entre Davutoğlu, alors Premier ministre, et Erdoğan, le nouveau président de la République. Ces différences d'opinions et d'interprétations ont finalement abouti à une rupture définitive entre les deux principales figures de l'AKP, avec la démission de Davutoğlu et son départ du parti, où il s'opposait désormais ouvertement à Erdoğan.

Alors que le centenaire de la fondation de la République de Turquie s'approchait, en 2023, le président Erdoğan a lancé la nouvelle politique étrangère de la Turquie, baptisée "Le Siècle de la Turquie", lors de son discours lors des célébrations.

Cette nouvelle vision vise à hisser la Turquie parmi les dix nations les plus puissantes du monde, dans tous les domaines économiques, politiques, technologiques, militaires et diplomatiques. L'objectif est de construire un axe de paix et de stabilité à partir des pays voisins, en normalisant les relations diplomatiques et bilatérales, et en lançant des missions de coopération pour raviver le dialogue régional, notamment dans les Balkans, au Moyen-Orient, dans le Caucase et en Asie centrale.<sup>65</sup>

---

<sup>64</sup> République de Türkiye, Ministère des affaires étrangères, 21 Mars 2013, *Zero Problems in a New Era*, <https://www.mfa.gov.tr/zero-problems-in-a-new-era.en.mfam>

<sup>65</sup> République de Türkiye, Ministère des affaires étrangères, *National Foreign Policy in the "CENTURY OF TÜRKİYE"*, <https://www.mfa.gov.tr/synopsis-of-the-turkish-foreign-policy.en.mfa>, reprise par l'article de Insight Turkey, Été 2023, *The Century of Türkiye: A New Foreign Policy Vision for Building*

Pour en revenir au rôle de Davutoğlu et aux politiques qu'il a adoptées en matière de relations étrangères, il est important de reconnaître que, bien qu'elles aient initialement porté leurs fruits en renforçant l'influence régionale et les liens avec les pays voisins, elles ont par la suite été confrontées à des défis importants qui ont sapé leur efficacité. L'éclatement de la guerre civile en Syrie et les printemps arabes en Afrique du Nord et au Moyen-Orient ont déstabilisé la stabilité régionale que Davutoğlu espérait, et l'implication de la Turquie dans ces conflits a détérioré les relations avec les pays voisins et provoqué des tensions avec les alliés occidentaux.

Malgré son départ du gouvernement et la centralisation ultérieure du pouvoir par le président Erdoğan, il est crucial de reconnaître la contribution de la vision stratégique de Davutoğlu et la mise en œuvre de sa doctrine de « profondeur stratégique » dans le processus d'émergence de la Turquie en tant que puissance régionale aux ambitions mondiales. Sans tenir compte de cette contribution, il devient difficile de comprendre pleinement le parcours et les efforts de la Turquie pour émerger en tant qu'acteur influent sur la scène internationale.

### 3- Le poids de la Diaspora turque dans le monde

Le terme "diaspora turque" fait référence aux personnes et aux groupes d'origine turque qui ont choisi de vivre en dehors de leur pays d'origine, que ce soit par choix personnel ou en raison de migrations historiques, d'opportunités professionnelles, ou de circonstances politiques difficiles. Ces communautés dispersées à travers le monde maintiennent un lien fort avec leur héritage turc tout en s'adaptant à leur nouvelle vie dans des sociétés d'accueil diverses.

Les destinations privilégiées des membres de la diaspora turque incluent des pays tels que l'Allemagne, la France et les Pays-Bas, mais elles sont également présentes en nombre significatif en Belgique, en Autriche, en Suisse, aux États-Unis, au Canada, en Australie et au Royaume-Uni.

Actuellement, la Turquie est l'un des dix premiers pays en termes de nombre de citoyens vivant à l'étranger, avec environ 6,5 millions de Turcs résidant dans d'autres pays, dont la plupart (5,5 millions) se trouvent en Europe occidentale.<sup>66</sup>

Ces communautés entretiennent souvent des liens étroits avec leur patrie, préservant des traditions culturelles, historiques, sociales et linguistiques. Elles jouent également un rôle essentiel dans la promotion de la diversité culturelle, le développement économique, et le renforcement des relations diplomatiques.

Dans le grand théâtre des dynamiques politiques donc, la diaspora turque se dresse comme un acteur de premier plan, influant sur les politiques nationales et internationales. En 2010, la création de la Présidence pour les Turcs à l'étranger et les communautés apparentées (Yurtdışı Türkler ve Akraba Topluluklar Başkanlığı, YTB) n'était pas seulement une coïncidence. Leur devise, « là où nous avons un parent, nous serons là », résonne d'une mission claire : développer des stratégies pour les citoyens turcs

---

<sup>66</sup> Ministère des affaires étrangères de la République de Turquie, 2023, repris par Şuay Nilhan Açıkalin, CeSPI, Mars 2024, *The institutionalization of Turkish Diaspora and its impact on domestic and foreign agenda*

actuels et passés qui ont choisi de s'établir à l'étranger, tout en coordonnant les activités sociales et culturelles entre la mère patrie et ceux qui ont planté leurs racines ailleurs.<sup>67</sup>

Sur le front politique, des réformes significatives ont également été menées, reconnaissant le potentiel électoral que représente la diaspora turque. Auparavant, depuis 1987, les citoyens turcs devaient retourner dans leur pays d'origine pour exercer leur droit de vote, créant un obstacle majeur à la participation démocratique. Cependant, en 2012, une nouvelle loi, la loi n° 5749, a marqué un tournant en permettant aux Turcs vivant à l'étranger de participer aux élections, et en 2014, ils ont eu l'opportunité de voter lors des élections présidentielles. Cette réforme a clairement souligné l'importance accordée par le gouvernement AKP au rôle de la diaspora turque dans la politique intérieure. Depuis lors, la participation électorale des citoyens résidant à l'étranger a connu une croissance spectaculaire, passant de 18,94 % des électeurs en 2014 à une impressionnante participation de 50,9 % lors des élections de 2018. Cela témoigne de l'influence grandissante de la diaspora turque sur le paysage politique, non seulement en tant qu'élément électoral clé, mais aussi en tant que force dynamique qui façonne les politiques et les débats nationaux.<sup>68</sup>

En dehors des frontières politiques nationales, la diaspora turque joue un rôle profondément influent dans la diplomatie internationale. Sous le gouvernement AKP, la Turquie a entrepris une nouvelle approche axée sur le renforcement d'une diaspora socialement et économiquement robuste dans les pays d'accueil, tout en maintenant des liens forts avec la mère patrie. Le président Erdoğan lui-même a placé cette initiative au cœur de sa vision, en adoptant la devise « Une diaspora forte pour une Turquie forte »<sup>69</sup>, reconnaissant son impact crucial dans trois domaines majeurs : 1) la diplomatie culturelle ; 2) les relations bilatérales et multilatérales ; 3) la lutte contre l'islamophobie.<sup>70</sup>

---

<sup>67</sup> Şuay Nilhan Açıkalin, CeSPI, Mars 2024, *The institutionalization of Turkish Diaspora and its impact on domestic and foreign agenda*,  
[https://www.cespi.it/sites/default/files/osservatori/allegati/approf.27\\_diaspora\\_-\\_acikalın.pdf](https://www.cespi.it/sites/default/files/osservatori/allegati/approf.27_diaspora_-_acikalın.pdf)

<sup>68</sup> Şuay Nilhan Açıkalin, CeSPI, Mars 2024, *The institutionalization of Turkish Diaspora and its impact on domestic and foreign agenda*

<sup>69</sup> Şuay Nilhan Açıkalin, CeSPI, Mars 2024, *The institutionalization of Turkish Diaspora and its impact on domestic and foreign agenda*

<sup>70</sup> Şuay Nilhan Açıkalin, CeSPI, Mars 2024, *The institutionalization of Turkish Diaspora and its impact on domestic and foreign agenda*

Cette approche vise à utiliser la diaspora turque comme un levier de puissance douce, renforçant les liens économiques, politiques et sociaux avec les pays d'accueil, tout en promouvant la culture turque et en défendant les intérêts nationaux à l'étranger. En outre, elle contribue à renforcer les relations bilatérales et multilatérales, offrant une plateforme pour le dialogue et la coopération entre la Turquie et d'autres nations à travers le monde.

Enfin, la diaspora turque est également mobilisée dans la lutte contre l'islamophobie, en faisant entendre sa voix et en défendant les droits et la dignité des musulmans dans les sociétés d'accueil. Cette dimension souligne l'engagement de la diaspora à lutter contre les préjugés et les discriminations, tout en promouvant les valeurs d'inclusion et de tolérance.<sup>71</sup>

La diaspora turque joue donc un rôle important dans l'émergence de la Turquie en tant que puissance régionale et mondiale. Grâce à une combinaison de contributions économiques, de diplomatie culturelle et d'influence politique, elle étend la portée de la Turquie tant au niveau régional qu'international. Le gouvernement turc, reconnaissant l'importance de la diaspora dans le renforcement des relations bilatérales, diplomatiques et économiques, s'efforce de plus en plus de l'impliquer et d'exploiter son potentiel en tant qu'outil de soft power.

C'est pourquoi la diaspora doit être considérée comme une partie intégrante et un acteur clé du développement de la Turquie en tant que puissance mondiale émergente.

Ses multiples instruments économiques, culturels et politiques contribuent à accroître l'influence de la Turquie et à renforcer sa position internationale.

---

<sup>71</sup> Şuay Nilhan Açıklan, CeSPI, Mars 2024, *The institutionalization of Turkish Diaspora and its impact on domestic and foreign agenda*

#### **4- La diplomatie dynamique de la Turquie : naviguer entre soft et hard power dans les arènes mondiales émergentes**

Dans le domaine des relations internationales, les concepts de puissance douce et de puissance dure sont essentiels pour comprendre comment les États et les autres acteurs internationaux tentent de s'influencer mutuellement. Selon le politologue américain Joseph Nye, le « père » de ces concepts, le hard power est « la capacité à faire agir les autres de manière contraire à leurs préférences et stratégies initiales »<sup>72</sup>, ce qui représente la capacité de coercition par le biais de menaces et d'incitations.

En revanche, le soft power est « la capacité d'atteindre des objectifs par l'attraction plutôt que par la coercition », cherchant à faire en sorte que « les autres veuillent les résultats que vous voulez ».<sup>73</sup>

La position stratégique de la Turquie, au carrefour de l'Europe, de l'Asie et du Moyen-Orient, lui a conféré un rôle essentiel dans les relations internationales. Au cours des dernières décennies, la Turquie a cherché à s'imposer comme une puissance émergente, en équilibrant habilement l'utilisation de la puissance douce et de la puissance dure pour renforcer son influence.

L'examen de la politique étrangère turque de ces dernières années montre qu'elle a alterné les approches de soft et de hard power : dans les années 1990, la Turquie s'est principalement concentrée sur l'utilisation de la force militaire, lançant de vastes opérations contre le PKK dans le nord de l'Irak et risquant des conflits armés avec la Grèce, la Syrie, Chypre et l'Iran, tandis qu'avec l'élection de l'AKP en 2002, elle a commencé à se concentrer sur le soft power, en investissant dans la diplomatie, l'économie et la culture.

La doctrine de la « profondeur stratégique », promue par l'ancien ministre des affaires étrangères Ahmet Davutoğlu, a de ce point de vue remodelé la politique étrangère turque en mettant l'accent sur la position géographique et historique unique du pays.

---

<sup>72</sup> Joseph Nye, 2011, *The future of power*, PublicAffairs, p.11

<sup>73</sup> Joseph Nye, 2004, *Soft Power: The Means to Success in World Politics*, PublicAffairs, p.5

Cette approche multidimensionnelle s'est concentrée sur l'héritage ottoman et la position centrale de la Turquie, dans le but d'en faire un acteur régional clé.<sup>74</sup>

La stratégie de soft power de la Turquie comprend la diplomatie culturelle, les initiatives économiques et les efforts humanitaires. Des institutions telles que l'Agence turque de coopération et de coordination (TIKA) et l'Institut Yunus Emre, mais aussi sans oublier le rôle fondamental de la Diaspora, ont promu la culture, la langue et l'aide au développement turques dans le monde entier, cherchant à améliorer l'image globale du pays. Au niveau économique la Turquie a initié des investissements dans les pays voisins et dans ceux qui lui sont culturellement plus proches, tels que les États d'Asie centrale.

Toutefois, l'éclatement des printemps arabes en 2010-2011 et certains développements internes de crises politiques et économiques ont entraîné un nouveau changement dans les relations de la Turquie avec la région du Moyen-Orient. Malgré une période initiale au cours de laquelle ces crises étaient perçues comme des occasions d'établir la Turquie en tant que puissance hégémonique régionale, avec l'éclatement des guerres civiles en Syrie, en Libye et au Yémen, le déploiement militaire a repris de l'importance en tant qu'instrument de projection de la puissance turque et de défense des intérêts nationaux.

Les investissements importants dans les capacités militaires, la modernisation des forces armées et la participation active à l'OTAN soulignent l'approche de la Turquie en matière de hard power. Les alliances stratégiques, en particulier avec l'OTAN, jouent un rôle crucial dans cette stratégie, cherchant à trouver des soutiens internationaux aux actions militaires conduites pendant les années afin de garantir sa propre sécurité et ses intérêts géostratégiques.

Le succès que la politique étrangère turque pourrait avoir dans l'avenir dépendra de sa capacité à trouver un équilibre entre soft et hard power : en effet si la puissance militaire et les alliances stratégiques peuvent assurer la sécurité et l'influence dans les conflits

---

<sup>74</sup> Gönül Tol, Birol Baskan, Middle East Institute, , 29 Novembre 2018, *From "hard power" to "soft power" and back again: Turkish foreign policy in the Middle East*, <https://www.mei.edu/publications/hard-power-soft-power-and-back-again-turkish-foreign-policy-middle-east>

régionaux, l'approche du Soft Power et ses initiatives pourraient permettre à la Turquie d'établir et de maintenir des relations à long terme avec l'objectif final d'améliorer sa réputation mondiale.

En plus la participation active turque aux forums des puissances émergentes, surtout tels que le G20 et les dialogues des BRICS, souligne son ambition d'être reconnue comme un acteur mondial de premier plan. Le leadership qu'elle a obtenu dans des organisations internationales telles que l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI) et l'Organisation des États Turciques (OET), démontrent son engagement à jouer un rôle constructif et de premier plan dans les affaires mondiales.

Malgré ses succès, la Turquie est confrontée à plusieurs défis pour équilibrer soft et hard power : l'instabilité régionale, les vulnérabilités économiques et les dynamiques politiques internes peuvent saper ses efforts.

En outre, la gestion des relations avec les alliés occidentaux et les puissances régionales exige une diplomatie prudente. La capacité de la Turquie à s'adapter à l'évolution de la dynamique mondiale, à exploiter ses atouts et à dépasser les défis économiques internes seront fondamental en déterminant si sa trajectoire de puissance émergente sera un succès ou pas.

## Conclusion

La présente recherche s'est engagée dans une exploration approfondie des critères de définition de l'émergence, appliqués au cas de la Turquie. La question initiale que nous avons cherché à éclaircir tout au long de ce mémoire était de comprendre comment ce pays peut satisfaire les critères qui définissent une puissance émergente au XXI<sup>e</sup> siècle et quelles sont les dynamiques spécifiques influençant son évolution en tant qu'acteur clé sur la scène géopolitique mondiale.

En examinant les trois critères introduits au début du document, en citant Vérez, nous avons constaté que, sur le plan économique, la Turquie peine toujours à trouver une solution à des années de crises économiques et politiques. Ces crises ont conduit à une inflation galopante, un problème historique dans le pays, aggravée ces dernières années par des politiques populistes en contradiction avec les théories économiques classiques. Ce scénario représente une véritable épée de Damoclès sur les perspectives de croissance du pays. Le déficit commercial est un autre défi commun à de nombreux pays, tant en développement qu'émergents. La dépendance à l'égard des importations plutôt que de la production nationale rend la Turquie vulnérable face à d'autres États, et la faiblesse et le manque de confiance dans la monnaie nationale par rapport aux principales monnaies internationales exacerbent cette situation.

Malgré ces difficultés, certaines données macroéconomiques et sociales montrent des tendances positives. Le PIB, par exemple, indique une amélioration des conditions de vie moyennes de la population. L'indice démographique est également en hausse, avec une population jeune, ce qui est un avantage pour l'avenir du pays, même en tenant compte du vieillissement de la population et de la baisse du taux de natalité.

Sur le plan stratégique et militaire, la Turquie dispose de forces armées importantes et bien équipées, ainsi que d'une capacité avancée de production d'armes de haute qualité. Sa participation à de nombreuses missions à l'étranger et ses relations étroites avec d'autres puissances régionales telles que l'Iran, Israël, la Grèce, l'Arabie saoudite et les monarchies du Golfe, ainsi qu'avec une puissance mondiale comme la

Russie, renforcent sa position. La mise en place de multiples partenariats stratégiques, notamment avec des organisations internationales telles que l'OTAN pour la défense, l'OCI, l'OCE et l'OCS pour la coopération politique, économique, culturelle et stratégique, ainsi que les accords bilatéraux avec de nombreux pays, montrent que la Turquie cherche à jouer un rôle décisif et souvent dominant dans la région du Moyen-Orient et sur la scène internationale, similaire à celui d'une grande puissance.

Enfin, en ce qui concerne les relations internationales, la Turquie a poursuivi ces dernières années une approche équilibrée entre soft power et hard power, en s'adaptant au contexte et aux acteurs concernés. Elle a utilisé ses capacités économiques, culturelles et militaires pour s'imposer sur la scène internationale. Elle a utilisé la puissance douce par l'intermédiaire de la diaspora turque dans le monde entier, étendant ainsi son influence culturelle et politique. En outre, elle a participé à de nombreux forums de puissances émergentes avec l'ambition de devenir un acteur clé dans les affaires internationales, capable d'influencer les dynamiques régionales et mondiales.

En conclusion, l'ambition de la Turquie de passer d'une puissance émergente à une force mondiale reconnue en utilisant tous les outils et méthodes disponibles, qu'ils soient économiques, militaires ou diplomatiques, est évidente. Cependant, les défis économiques pressants ne doivent pas être sous-estimés : pour une nation ayant les aspirations internationales de la Turquie, cette dépendance reste un problème crucial à résoudre.

D'autre part, le nouvel activisme de la Turquie en matière de politique étrangère et l'accent mis sur ses capacités militaires et la production d'armes de haute qualité démontrent son succès à acquérir une influence internationale significative par des moyens stratégiques et militaires. Il est évident qu'au milieu d'un paysage économique national et international complexe, la Turquie a choisi de prioriser ses rôles stratégiques et militaires dans les relations internationales. Cet objectif vise à renforcer son pouvoir de négociation et à se rapprocher de l'obtention du statut de grande puissance, influençant ainsi les décisions mondiales.

Dans un tel contexte d'évolution et de tentative d'adaptation à la réalité contemporaine, une question fondamentale se pose : dans quelle mesure le « modèle turc d'émergence », basé sur les critères militaires/stratégiques et de relations internationales peut-il fonctionner en « éclipsant » le critère économique ?

Mais aussi comment la Turquie pourra réévaluer et chercher à intégrer davantage le critère économique afin de soutenir son ambition à devenir une grande puissance mondialement reconnue ?

## Bibliographie :

- Ahmet Davutoğlu, Journal of International Affairs, Décembre 1997-Février 1998, *The clash of interests: an explanation of the world (dis)order*, Volume II, Numéro 4
- Alexander Murinson, 2006, *The Strategic Depth Doctrine of Turkish Foreign Policy*, Routledge, Londra, United Kingdom, Vol. 42, No. 6 (Nov., 2006), p. 946-947
- Ana Pouvreau, Revue Défense Nationale, 2020, *Les forces armées turques face aux nouveaux défis stratégiques*, (N°829), p. 83-89
- Andrew Paterson, Tadashi Matsumoto, Cem Özgüzel, Stephan Visser, Ece Özçelik, Candan Kendir, Courtenay Wheeler, Organisation de Coopération et de Développement Économiques, 2023, *The territorial impact of the earthquakes in Türkiye*,
- Auguste Comte, 1830, *Cours de philosophie positive*
- Aykut Kibritçioğlu, 2002, *Causes of Inflation in Turkey: A Literature Survey with Special Reference to Theories of Inflation*
- Banque Mondiale Data 2022
- Banque Mondiale Group, 2017, *Cities in Europe and Central Asia: Turkey*
- Banque Mondiale, Octobre 4, 2022 , *Russian Invasion of Ukraine Impedes Post-Pandemic Economic Recovery in Emerging Europe and Central Asia*, <https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2022/10/04/russian-invasion-of-ukraine-impedes-post-pandemic-economic-recovery-in-emerging-europe-and-central-asia>
- Dilek Yildiz, Tugba Adali and Caner Özdemir, INED, Février 2023, *An overview of Türkiye's population on the 100th anniversary of the Republic*, Num.608
- Emine Boz, Camila Casas, Georgios Georgiadis, Gita Gopinath, Helena Le Mezo, Arnaud Mehl, Tra Nguyen, Fonds Monétaire International Working Paper, Juillet 2020, *Patterns in Invoicing Currency in Global Trade*,
- Eralp A., Tünay M. and Yeşilada B., 1993, *The Political and Socioeconomic Transformation of Turkey*, Praeger Publishers, Westport e Londrapp.169–92
- Fonds Monétaire International Country Report, Janvier 2023, *Republic of Türkiye: 2022 Article IV Consultation – Press Release and Staff Report*

- Fonds Monétaire International Data, 2024
- Foreign Policy, *Foreign Policy's Second Annual List of the 100 Top Global Thinkers*,  
Decembre 2010,  
[https://web.archive.org/web/20101212215853/http://www.foreignpolicy.com/articles/2010/11/29/the\\_fp\\_top\\_100\\_global\\_thinkers?page=0%2C6](https://web.archive.org/web/20101212215853/http://www.foreignpolicy.com/articles/2010/11/29/the_fp_top_100_global_thinkers?page=0%2C6)
- Gilles Kepel, 2021, *Le prophète et la pandémie : Du Moyen-Orient au jihadisme d'atmosphère*, éditions Gallimard, p. 61-72
- Global Military Index 2022, <https://gmi.bicc.de/#weapons@2022>
- Global Firepower 2024, [https://www.globalfirepower.com/country-military-strength-detail.php?country\\_id=turkey](https://www.globalfirepower.com/country-military-strength-detail.php?country_id=turkey)
- Global Firepower 2024, <https://www.globalfirepower.com/countries-listing.php>
- Global Firepower 2024, *Comparison of Iran and Türkiye Military Strengths*,  
<https://www.globalfirepower.com/countries-comparison-detail.php?country1=iran&country2=turkey>
- Global Firepower 2024, *Comparison of Israel and Türkiye Military Strengths*,  
<https://www.globalfirepower.com/countries-comparison-detail.php?country1=israel&country2=turkey>
- Global Firepower, 2024, *Comparison of Russia and Türkiye Military Strengths*,  
<https://www.globalfirepower.com/countries-comparison-detail.php?country1=russia&country2=turkey>
- Gönül Tol, Birol Baskan, Middle East Institute, 29 Novembre 2018, *From “hard power” to “soft power” and back again: Turkish foreign policy in the Middle East*,  
<https://www.mei.edu/publications/hard-power-soft-power-and-back-again-turkish-foreign-policy-middle-east>
- Güçlü Yücel, 2000, *The basic principles and practices of the Turkish foreign policy under Atatürk*, <https://belleten.gov.tr/tam-metin-pdf/2581/eng>
- Hans Morgenthau, 1948, *Politics Among Nations. The Struggle for Power and Peace*,
- Insight Turkey, Été 2023, *The Century of Türkiye: A New Foreign Policy Vision for Building the Türkiye Axis*, Volume 25, numéro 3,  
<https://www.insightturkey.com/article/the-century-of-turkiye-a-new-foreign-policy-vision-for-building-the-turkiye-axis>

- Jean-Claude Vérez, 2013, *La Turquie : une future puissance économique mondiale?*, L'Europe en Formation, vol. 367, no. 1, p. 93-107.
- Jean-Claude Vérez, 2023, *Les enjeux majeurs du XXIe siècle*, p.231
- Joseph Nye, 2011, *The future of power*, PublicAffairs, p.11
- Joseph Nye, 2004, *Soft Power: The Means to Success in World Politics*, PublicAffairs, p.5
- Kemal Kirişci, Sinan Ekim, Istituto Affari Internazionali, 2015, *Global Turkey in Europe III, Democracy, Trade, and the Kurdish Question in Turkey-EU Relations*
- Martin Raiser et Marina Wes, Banque Mondiale, 2014, *Turkey's Transitions*, p. 3
- Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire de la République Française, 5 Septembre 2019, *L'agriculture en Turquie*, <https://agriculture.gouv.fr/lagriculture-en-turquie#:~:text=La%20part%20de%20l'agriculture,%2C5%20%25%20des%20exportations%20totales>
- Ministère du Commerce, République de Türkiye, 2009, *The exports strategy of Türkiye for 2023*, <https://www.trade.gov.tr/data/5b90d2eb13b8760beca887fd/2023%20EXPORT%20STRATEGY-15%20%C5%9Eubat%202022.pdf>
- Nazlı Toraganli et Cihan Yalçın, Türkiye Cumhuriyet Merkez Bankası, Novembre 2016, *Exports, Real Exchange Rates and External Exposures: Empirical Evidence from Turkish Manufacturing Firms*
- Organisation de Coopération et de Développement Économiques, 2018, *Tendances et politiques du tourisme*, <https://www.oecd-ilibrary.org/sites/tour-2018-40-fr/index.html?itemId=/content/component/tour-2018-40-fr>
- Organisation de Coopération et de Développement Économiques, 2021, *OECD Economic Surveys: Turkey 2021*, <https://www.oecd-ilibrary.org/sites/2cd09ab1-en/index.html?itemId=/content/publication/2cd09ab1-en>
- Presidency of The Republic of Türkiye, Investment Office, Janvier 2022, *President Erdoğan unveils "Türkiye Economy Model"*
- Presidency of The Republic of Türkiye, Investment Office, 2022, *Tourism sector in Türkiye*
- Presidency of The Republic of Türkiye, Defence Industry Agency, 2019-2022, *Turkish Defence Industry Product Catalogue*,

- République de Türkiye, Ministère des affaires étrangères, 21 Mars 2013, *Zero Problems in a New Era*, <https://www.mfa.gov.tr/zero-problems-in-a-new-era.en.mfam>
- République de Türkiye, Ministère des affaires étrangères, *National Foreign Policy in the "CENTURY OF TÜRKİYE"*, <https://www.mfa.gov.tr/synopsis-of-the-turkish-foreign-policy.en.mfa>
- Sinem Adar, Hürcan Aslı Aksoy, Salim Çevik, Daria Isachenko, M. Rau, Nebahat Tanrıverdi Yaşar, Centre for Applied Turkey Studies, Août 2021, *Visualizing Turkey's Foreign Policy Activism*, <https://www.cats-network.eu/topics/visualizing-turkeys-foreign-policy-activism#:~:text=It%20is%20currently%20conducting%20military.continue%20over%20the%20long%20term>
- Simon Roughneen, The Guardian, 1 Février 2011, *After BRIC comes MIST, the acronym Turkey would certainly welcome*
- Stephen Kinzer, The New York Times, Août 28, 1999, *Quake Relief Shows Israel Feels Deeply For Turkey*
- Şuay Nilhan Açıklım, CeSPI, Mars 2024, *The institutionalization of Turkish Diaspora and its impact on domestic and foreign agenda*, [https://www.cespi.it/sites/default/files/osservatori/allegati/approf. 27 diaspora - \\_acikalin.pdf](https://www.cespi.it/sites/default/files/osservatori/allegati/approf. 27 diaspora - _acikalin.pdf)
- The Turkish Daily News, 15 September 2001, *The "Strategic Depth" that Turkey Needs, An Interview with Ahmet Davutoglu*
- Traité sur l'Union Européenne, 1992 Article 42.7
- Turkstat, 6 Février 2023, *The Results of Address Based Population Registration System*, <https://data.tuik.gov.tr/>
- Turkstat Rapport, 2022
- Willem Thorbecke et Ahmet Sengonul, 2023, *The impact of exchange rates on Turkish imports and exports*, International Economics, Elsevier, vol. 174(C), p. 231-249
- Zubeyir Can Kansal, Bilgin Bari, 2020, *Testing j-curve effect on trade balance in Turkish Economy*, Financial Studies, ISSN 2066-6071, Romanian Academy, National Institute of Economic Research (INCE), "Victor Slăvescu" Centre for Financial and Monetary Research, Bucharest, Vol. 24, Iss. 1 (87), pp. 53-69

## ANTI-PLAGIARISM AND FRAUD STATEMENT

### *DECLARATION SUR L'HONNEUR CONTRE LE PLAGIAT ET LA FRAUDE*

I certify that this thesis is my own work, based on my personal study and/or research and that I have acknowledged all material and sources as well as AI tools used in its preparation. I further certify that I have not copied or used any ideas or formulations from any book, article or thesis, in printed or electronic form, or from AI tools without specifically mentioning their origin, and that complete citations are indicated in quotation marks.

I also certify that this assignment/report has not previously been submitted for assessment in any other unit, except where specific permission has been granted from all unit coordinators involved, and that I have not copied in part or in full or otherwise plagiarised the work of other students and/or persons.

In accordance with the law, failure to comply with these regulations makes me liable to prosecution by the disciplinary commission and the courts of the Republic of France for university plagiarism.

*Je certifie que ce mémoire est un travail original, basé sur mes propres études et recherches et que tous les outils et sources d'intelligence artificielle utilisés dans sa rédaction ont bien été signalés. Je certifie, de surcroît, que je n'ai ni recopié ni utilisé des idées ou des formulations tirées d'un ouvrage, article ou mémoire, en version imprimée ou électronique, ou créées par un outil d'intelligence artificielle, sans mentionner précisément leur origine et que les citations intégrales sont signalées entre guillemets.*

*Je certifie également que ce mémoire n'a pas été précédemment soumis pour évaluation dans une autre unité, sauf si une permission spécifique a été accordée par tous les coordinateurs d'unité impliqués, et que je n'ai pas copié en partie ou en totalité ou autrement plagié le travail d'autres étudiants et/ou personnes.*

*Conformément à la loi, le non-respect de ces dispositions me rend passible de poursuites devant la commission disciplinaire et les tribunaux de la République française pour plagiat universitaire.*

Name/*Nom* : Michelangelo Marchisio

Date: 15/06/2024

Signature:

